

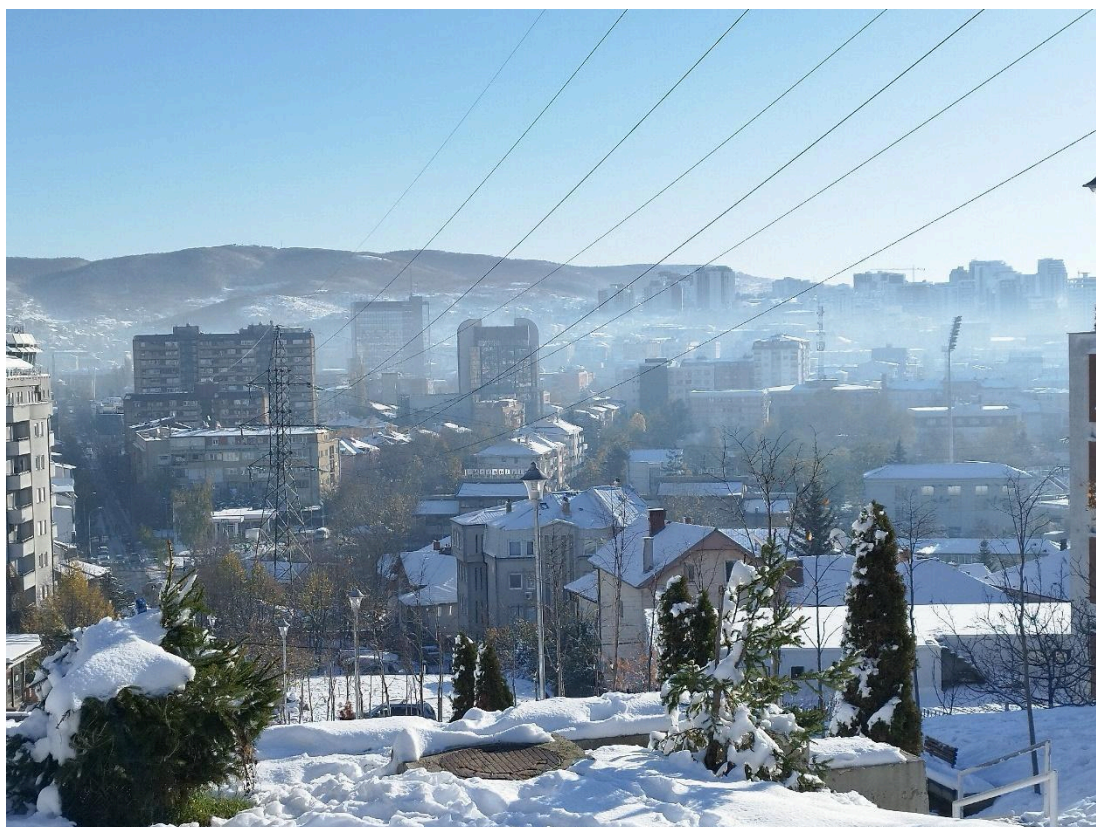
UNIVERSITE PARIS NANTERRE

UFR L.C.E.

**Master Etudes internationales et européennes,
parcours « Affaires russes et post-soviétiques »**

PERSPECTIVES EUROPEENNES : LE KOSOVO

Observations depuis l'ambassade de France à Pristina



Vue de Pristina depuis la colline de Dragodan en novembre 2023. Photo personnelle

Mayeul PENTEL

**Sous la direction de Monsieur Jean-Robert RAVIOT
et Madame Anne LE HUEROU**

ANNEE UNIVERSITAIRE 2023-2024

REMERCIEMENTS

Avant toute chose, je tiens à remercier chaleureusement l'ambassadeur de France au Kosovo, Monsieur Olivier Guérot pour son accueil chaleureux au sein de l'ambassade, ainsi que Monsieur le Premier conseiller Cyprien François et Madame l'Attachée de coopération Cécilia Maronnier. La confiance qu'ils m'ont accordée, les conseils qu'ils m'ont donnés et la bienveillance avec laquelle ils m'ont traité a fait de ce stage une expérience absolument passionnante et enrichissante dans laquelle, il faut le dire, j'ai pris énormément de plaisir et j'ai beaucoup appris. Je remercie aussi chaudement toute l'équipe de l'ambassade pour leur accueil chaleureux, leur soutien et leur amitié tout au long de ces six mois.

Je remercie également mes deux directeurs de mémoire et professeurs, Monsieur Jean-Robert Raviot et Madame Anne Le Huérou pour leur soutien grâce auquel ce stage et ce mémoire ont été possible. Leur passion pour les études russes et post-soviétiques et leur pédagogie ont fait de ce master une vraie force qui a consolidé considérablement mon profil.

DECLARATION DE TRAVAIL PERSONNEL

Ce mémoire de stage résulte d'un travail personnel qui s'appuie sur des connaissances acquises lors d'un stage à l'ambassade de France au Kosovo entre novembre 2023 et mai 2024 et des recherches qui couvrent une période s'étalant jusqu'au 10 juin 2024. Tous les arguments et les opinions exprimés dans ce mémoire ne reflètent absolument pas la position de l'ambassade de France au Kosovo et sont le fruit de mes recherches et de mes propres réflexions.

INTRODUCTION

Indépendant depuis le 17 février 2008, le Kosovo est le plus jeune État d'Europe, enclavé dans la péninsule des Balkans. Ce territoire de 10 887 km², soit un peu plus que le département de la Gironde et un peu moins que la région Île de France, est au cœur de l'Europe du Sud-Est, limitrophe de la Serbie et du Monténégro au nord et nord-ouest, de l'Albanie et la côte adriatique à l'ouest, et de la Macédoine du Nord au sud et sud-est. La population du Kosovo est estimée entre 1,7 millions et 1,5 millions d'habitants alors qu'un nouveau recensement vient d'être réalisé mais dont les résultats définitifs n'ont pas encore été publiés. La majorité de la population est albanaise. Les deux derniers recensements, celui de 2011 et celui de 2024, ont été très largement boycottés par la population serbe du Kosovo, ce qui rend les chiffres de la présence serbe au Kosovo incertains. Il est toutefois estimé qu'il y a environ 95 000 Serbes¹ qui vivent au Kosovo, soit entre 5 et 7% de la population kosovare. En plus des Albanais et des Serbes, il y a d'autres minorités qui sont présentes sur le territoire kosovar, notamment des Bosniaques, des Turcs, des Roms, des Ashkali et des Gorani.

Au sein de la Yougoslavie, le Kosovo n'était pas une république fédérée mais bénéficiait d'une importante autonomie au sein de la République de Serbie sous Tito, ce qui a permis le développement culturel et économique de la région. Le Kosovo restait néanmoins une des régions les plus sous-développée et les plus pauvres de Yougoslavie. Après la mort de Tito et l'arrivée au pouvoir de Slobodan Milošević, le régime d'autonomie est abrogé et remplacé par une forte répression et une censure du milieu intellectuel albanais au Kosovo. Plus de quarante pourcents des journalistes, professeurs et fonctionnaires albanais sont licenciés en quelques années², les Albanais ont l'interdiction d'acheter des terres et une violente répression policière est mise en place. En réaction, une résistance d'abord pacifique se met en place, avec à sa tête le professeur Ibrahim Rugova qui crée la Ligue démocratique

¹ European Stability Initiative, « Invented pogroms : Statistics, lies and confusion in Kosovo », 19 février 2024. Disponible sur l'internet :

<https://www.esiweb.org/sites/default/files/reports/pdf/ESI_Invented%20pogroms%20-%20Statistics%20and%20the%20vanishing%20of%20Serbs%20-%2019%20Feb%202024.pdf>

² « Kosovo », *Larousse*. Disponible sur l'internet :

<<https://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Kosovo/127910#:~:text=Le%20%C2%AB%20berceau%20de%20la%20nation.De%C4%8Dani%2C%20de%20Gra%C4%8Danica%20%E2%80%A6>>

du Kosovo (LDK) en 1989 et qui met en place tout un système parallèle, notamment dans le domaine de l'éducation. Un référendum clandestin organisé en 1991 proclame l'indépendance du Kosovo, reconnu seulement par l'Albanie. L'échec de la résistance pacifique aboutit ensuite à la création de groupes indépendantistes armés, le plus gros étant l'armée de libération du Kosovo, l'UÇK. Ce groupe multiplie les attaques contre la police puis l'armée yougoslave et les civils serbes. En réaction, Milošević envoie l'armée yougoslave et réprime violemment l'insurrection. **Les Occidentaux tentent d'engager des pourparlers, et devant l'obstination de Milošević décident d'une intervention de l'OTAN en 1999 en Serbie et Monténégro et au Kosovo pour détruire les capacités militaires et économiques serbes et forcer Milošević aux négociations. Belgrade accepte finalement un déploiement des forces de l'OTAN au Kosovo.** La résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations unies décide de la mise sous tutelle du territoire sous administration internationale avec la mission de l'ONU au Kosovo (MINUK) en charge du territoire. L'ancien président finlandais, Martti Ahtisaari, propose un plan de règlement de la situation qui doit régler à terme l'indépendance du Kosovo et protéger les minorités serbes. Devant l'échec des négociations, notamment le veto russe au Conseil de sécurité de l'ONU, le Kosovo déclare unilatéralement son indépendance le 17 février 2008.

Le Kosovo est un nouvel Etat qui a déclaré son indépendance de la Serbie en 2008 mais qui n'est pas reconnu par beaucoup d'États, y compris européens. Le pays n'est pas membre de l'ONU ni de nombreuses autres organisations internationales du fait de sa situation politique et de l'opposition de la Serbie soutenue par la Russie et la Chine. La Serbie revendique toujours le « Kosovo et Métochie » comme une partie intégrante de son territoire et berceau de la nation serbe. La France a été le deuxième pays à reconnaître l'indépendance du Kosovo après le Royaume-Uni, et la Cour Internationale de Justice a jugé qu'en déclarant son indépendance, le Kosovo n'avait pas violé le droit international. Néanmoins, cinq pays de l'Union européenne ne reconnaissent pas cette indépendance : Chypre, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie et la Slovaquie. Certains ne reconnaissent pas l'indépendance du Kosovo pour des raisons de solidarité confessionnelle avec la Serbie (la Grèce, Chypre), d'autres pour des considérations de politique intérieure ; l'Espagne, la Roumanie et la Slovaquie ont toutes les trois des régions

indépendantistes. D'autres pays européens ne reconnaissent pas le Kosovo, notamment la Bosnie-Herzégovine, l'Ukraine, la Moldavie et les trois pays du Caucase. Le Kosovo est un Etat laïc dont la Constitution sépare strictement État et cultes, et garantit les libertés religieuses. La population est très majoritairement de confession musulmane (plus de 90 % de la population d'après le recensement de 2011) ou plus précisément de tradition musulmane, si on en juge les pratiques majoritaires et la place de la religion dans l'espace public. L'héritage yougoslave et le statut de la religion dans le système communiste continuent de marquer une communauté musulmane modérée, essentiellement composée de sunnites hanafites, avec des courants minoritaires soufis et chiites.

Le Kosovo se situe donc dans les Balkans, et plus précisément dans la région des Balkans occidentaux. Cette région des Balkans occidentaux est souvent utilisée comme découpage politique par les organisations internationales, l'Union européenne et la diplomatie française. Elle correspond à six pays : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie. Ce découpage concerne précisément les pays qui ne sont pas encore membres de l'Union européenne, puisque la Croatie était incluse dans les Balkans Occidentaux avant son entrée au sein de l'UE. Cette région est peuplée d'environ dix-sept millions d'habitants, dont les deux principaux groupes de populations sont les Serbes et les Albanais. La perspective européenne et leur intégration à l'UE est l'objectif principal de ces six pays, à des degrés variés toutefois. Ils ne sont pas tous au même niveau, et le Kosovo est le seul pays qui n'est pas encore candidat. Ça n'est néanmoins pas le moins avancé des six au regards des rapports annuels de l'Union européenne³, selon lesquels la Bosnie-Herzégovine est le pays le moins avancé des six, derrière le Kosovo. Selon l'institut *European Stability Initiative*⁴, en se basant sur les rapports de l'UE, le niveau de préparation du Kosovo en 2023 est de 31%, au même niveau que

³ Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement, Commission européenne, « Kosovo Report 2023 », 8 novembre 2023. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/kosovo-report-2023_en>

⁴ European Stability Initiative, « Scoreboard - The true state of accession - What the Commission assessments reveal », 17 mars 2023, Disponible sur l'internet :

<<https://www.esiweb.org/publications/scoreboard-true-state-accession-what-commission-assessments-reveal>>

la Moldavie et devant la Bosnie-Herzégovine (22%), mais loin derrière le Monténégro (70%), la Serbie (68%) et la Macédoine du Nord (67%)⁵.

Dans ce contexte, la présence internationale au Kosovo est forte. L'Union européenne est présente à travers son Bureau de représentation ainsi que la Mission civile État de droit de l'Union européenne EULEX. L'ONU est également présente avec la Mission de l'ONU pour le Kosovo (MINUK) et de nombreuses autres agences onusiennes, parmi lesquelles le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et d'autres. Enfin l'OTAN assure une présence militaire continue d'environ 4 000 hommes avec la Force pour le Kosovo, la KFOR.

Au milieu de cette présence internationale se trouve l'ambassade de France au Kosovo qui a pour rôle premier de représenter la République française auprès des autorités et de la population kosovare. Le réseau diplomatique français est le troisième réseau le plus large du monde derrière la Chine et les États-Unis. Il s'appuie sur un réseau de 163 ambassades, 92 consulats, 118 Instituts français et 829 Alliances françaises à l'étranger pour 13 818 agents qui assurent un lien permanent avec la France. Le budget du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères pour 2023 est de 6,9 milliards d'euros et représente 1% du budget de l'État⁶. Au Kosovo, en plus de l'ambassade de France forte d'une vingtaine d'agents, un Institut français a très récemment ouvert ses portes. Auparavant, la promotion et l'apprentissage du français et de la culture française était assuré par une Alliance française qui a, depuis, fermé ses portes.

La France, deuxième pays à avoir reconnu le Kosovo, soutient le pays dans sa volonté d'intégrer les instances euro-atlantiques de l'UE et de l'OTAN. C'est aussi une des voix les plus critiques du gouvernement kosovar, et elle a par exemple ralenti pendant longtemps la libéralisation des visas. C'est une des voix les plus fermes sur les obligations du Kosovo quant à la minorité serbe du pays. Cela lui vaut par ailleurs une popularité assez basse auprès de certains Kosovars pour qui la

⁵ Voir tableau en annexe

⁶ Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, « Le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères en bref », janvier 2024. Disponible sur l'internet : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fr_meae-en-bref-2024_cle02c7f8.pdf

France est un soutien de la Serbie et s'oppose au Kosovo dans son chemin vers l'Europe.

La question se pose alors de comprendre quelle est la stratégie française pour le Kosovo, et derrière celle-ci, la stratégie européenne pour le pays et la région tout entière des Balkans occidentaux dont le Kosovo peut difficilement être séparé. Si le Kosovo aspire aujourd'hui et depuis son indépendance à intégrer les instances euro-atlantiques, qu'est-ce qui fait que c'est aujourd'hui le seul pays de la région qui n'est pas encore officiellement candidat ?

Ce mémoire de stage se base sur de nombreux éléments observés et récoltés lors d'un stage effectué à l'ambassade de France au Kosovo, à la fois auprès de la chancellerie politique et auprès du service de coopération et d'action culturelle (SCAC) ainsi que sur des documents officiels de l'Union européenne, du gouvernement français, des organisations internationales et du gouvernement kosovar. Une partie des sources se base sur des documents internes à l'ambassade de France. Des articles de la presse locale et internationale ont également été très utiles pour vérifier des informations. Ce travail présente une analyse personnelle de la situation du Kosovo quant à la perspective d'une intégration à l'UE.

La France reconnaissant le Kosovo, c'est cette nomenclature qui sera utilisée dans cet écrit. Il est toutefois intéressant de noter que l'UE et toutes les organisations internationales utilisent un astérisque lorsque le Kosovo est mentionné, avec cette mention : « Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo. »⁷. D'autre part, il y a au Kosovo deux langues officielles : l'albanais et le serbe, et tous les noms de ville, de rue, de localité sont écrits dans les deux langues. Dans les parties à majorité albanaises, l'alphabet latin est toujours utilisé pour écrire en serbe. Par souci de simplicité, l'orthographe utilisée dans le mémoire est celle la plus utilisée, en général l'albanais pour les noms de localités à majorité albanaise (Peja, Pristina, Prizren), et en serbe pour les villes à majorité serbe (Mitrovica Nord, Zvečan). On peut

⁷ Bureau de l'UE au Kosovo et Représentant Spécial de l'UE au Kosovo, « L'Union européenne et le Kosovo », 20 octobre 2021. Disponible sur l'internet : https://www.eeas.europa.eu/kosovo/eu-and-kosovo_en?s=321

également trouver l'orthographe Pejë, ou Prishtinë ; ce sont des versions déclinées en albanais du nominatif en -a, et ces formes ne sont pas utilisées dans ce mémoire.

La vision française et européenne pour les Balkans occidentaux et le Kosovo se traduit par une présence importante au Kosovo, ce qui fait l'objet d'une première partie. Puis, après avoir démontré que la stratégie européenne et française vise à intégrer à terme le Kosovo dans l'UE, une deuxième partie s'attache à comprendre le rôle de la France et de son ambassade dans le chemin du Kosovo vers l'Europe. Enfin, la dernière partie de ce mémoire se concentre sur les tensions et les raisons politiques qui font du Kosovo un État encore loin d'intégrer les instances euro-atlantiques.

PREMIÈRE PARTIE : LA VISION FRANÇAISE ET EUROPÉENNE POUR LES BALKANS OCCIDENTAUX ET LE KOSOVO

Afin de mieux comprendre les enjeux que représente le Kosovo pour la France et l'Union européenne, il faut d'abord s'attacher à décrire la présence française et européenne dans le pays et les stratégies et la vision qui ont été adoptées à la fois par Paris et par Bruxelles dans leurs politiques de voisinage et d'élargissement.

I- La vision et la stratégie européenne

L'Union européenne a adopté une nouvelle stratégie pour les Balkans occidentaux, particulièrement depuis février 2022. Paix, stabilité et prospérité sont globalement les grands objectifs de l'UE pour la région et le Kosovo. Cette partie vise donc à rentrer plus dans les détails pour comprendre précisément la vision et la stratégie européenne, d'abord pour les Balkans occidentaux, puis plus particulièrement pour le Kosovo.

A. L'Union européenne et les Balkans occidentaux : stratégies et relations

L'UE s'est engagé dès le début des années 2000 en faveur de l'intégration des six pays des Balkans occidentaux au sein de l'Union. Les six pays ont signé un Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) avec l'Union européenne qui définit les relations entre chaque partie. Cet Accord doit permettre aux pays des Balkans occidentaux de remplir les « critères de Copenhague » établis lors du Conseil européen de Copenhague en 1993. Ces critères politiques, économiques et administratifs doivent être atteints afin de pouvoir intégrer l'Union. Lors du Conseil européen de Thessalonique en 2003, l'Europe s'est en effet engagée à assurer un futur au sein de l'UE à ces six pays. La politique d'élargissement européenne se pense comme un « investissement géostratégique pour la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité en Europe »⁸.

⁸ Commission européenne, « EU – Western Balkans relations », décembre 2023. Disponible sur l'internet :

L'Union est ainsi activement impliquée dans la région des Balkans occidentaux depuis qu'elle a été invitée à contribuer à la reconstruction et à la stabilisation des pays de la région après la violente dissolution de la Yougoslavie. Au cours des deux dernières décennies, l'UE a joué un rôle actif dans l'établissement de liens entre les citoyens des pays des Balkans occidentaux et l'Union européenne. Elle s'est rapprochée d'eux en élaborant une approche plus efficace à l'égard des Balkans occidentaux, ce qui l'a amenée à devenir le principal acteur de la stabilisation politique de la région et à se poser en partenaire clé dans le processus de transition et de consolidation de la paix, de la sécurité et de la démocratie nouvellement acquises dans une région qui se trouve au cœur de sa politique d'élargissement. Les perspectives d'adhésion à l'UE peuvent déclencher des facteurs extérieurs influents, pousser des facteurs intérieurs et transformer les incitations, en orientant les efforts des six pays et de leurs dirigeants respectifs vers l'objectif d'intégration de l'UE. Cela suppose d'une volonté de partager les principes, les valeurs et les obligations de l'UE. Ainsi, l'adhésion à l'UE constitue une perspective effective et tangible pour les pays des Balkans occidentaux, à condition qu'ils respectent les valeurs démocratiques de l'UE et les principes qui sous-tendent l'accord d'association et qu'ils traitent leurs voisins dans un esprit de bon voisinage visant à préserver la paix, la justice et la sécurité. L'UE entretient toujours une relation spéciale avec les Balkans occidentaux, fondée sur une tradition de proximité géographique et géopolitique. De plus, d'autres politiques de l'UE concernent cette région, notamment le commerce, le développement, l'environnement, l'énergie et les transports, la justice et les affaires intérieures, ainsi que la politique étrangère et de sécurité commune. En particulier, la sécurité globale, la promotion des relations de bon voisinage, mais aussi la coopération régionale et la stabilité du marché sont des conditions importantes pour que l'UE fournisse à la région un soutien adéquat afin de se rapprocher des normes européennes.

L'invasion de la Russie en Ukraine en février 2022 a relancé le processus d'élargissement de l'UE dans les Balkans occidentaux pour faire face aux risques de déstabilisation. Bruxelles entretient des relations fortes avec les six pays de la région

https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/97e732cc-69ce-44a2-80fb-36fcd4fce41f_en?filename=EU-WB-relations-november-2023.pdf

à travers un soutien financier, politique et technique aux gouvernements et sociétés civiles des six pays. L'UE est ainsi le premier investisseur de la région et représente 59% des investissements directs étrangers (IDE) en 2022⁹. Parallèlement, c'est aussi le plus grand partenaire commercial des Balkans occidentaux, de loin, responsable de près de 70%¹⁰ du commerce dans la région. Un des instruments les plus importants dans la relation UE-Balkans occidentaux et le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (CIBO ou WBIF en anglais) sous lequel 59 projets majeurs¹¹ ont été réalisés. Très récemment, le 4 avril 2024, le Parlement européen et le Conseil de l'UE ont annoncé le lancement du nouveau plan de croissance pour les Balkans occidentaux doté de six milliards d'euros. Le plan de croissance est ainsi basé sur quatre piliers : accélérer l'intégration économique avec le marché commun européen et renforcer l'intégration économique à travers le marché commun régional, accélérer les réformes fondamentales et augmenter l'aide financière¹². Ces six milliards consistent en quatre milliards d'euros de prêts à faible intérêt et deux milliards de dons¹³. Au moins la moitié de ces six milliards d'euros sera allouée au CIBO pour soutenir le développement des infrastructures de transport, des infrastructures énergétiques et pour la transition écologique et digitale. Une autre partie sera directement allouée aux budgets nationaux des six Etats.

B. Les relations entre l'Union européenne et le Kosovo

Comme pour les cinq autres États, l'Union européenne a joué un rôle significatif dans le développement politique et économique du Kosovo depuis la fin de la guerre en 1999. L'UE a accordé au Kosovo une aide financière substantielle, une expertise technique et un soutien politique, contribuant ainsi aux progrès du pays vers la

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

¹² Commission européenne, « Nouveau plan de croissance pour les Balkans occidentaux », 2024. Disponible sur l'internet :

https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/75354ed6-6f5a-426e-9f29-f1c77ce8ce18_en?filename=NewGrowthPlan-WB-April%202024.pdf

¹³ Commission européenne, Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement, « La Commission se félicite de l'accord politique sur la facilité pour la réforme et la croissance en faveur des Balkans occidentaux, dotée de 6 milliards d'euros », 4 avril 2024. Disponible sur l'internet :

https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/news/commission-welcomes-political-agreement-eu6-billion-reform-and-growth-facility-western-balkans-2024-04-04_en

démocratisation et l'intégration européenne. Cependant, le chemin du Kosovo vers l'adhésion à l'UE reste compliqué par la non-reconnaissance de cinq États membres de l'UE, entravant la légitimité du pays. Les relations entre les deux sont fortes et cruciales pour le Kosovo.

L'Union Européenne est le plus gros investisseur et le plus gros partenaire commercial pour les six pays des Balkans occidentaux, y compris donc le Kosovo. Le pays a bénéficié en 2022 de 344 millions d'euros d'investissements directs étrangers, et le volume des échanges de biens entre le Kosovo et l'UE atteint 2,7 milliards d'euros¹⁴. Un montant de 231 millions d'euros a été alloué au Kosovo par l'Union dans le cadre de l'Instrument d'aide de préadhésion III¹⁵. Le volume d'aide sous forme de prêts depuis 1999 a atteint 338 millions d'euros¹⁶. Les investissements et la présence européenne d'un point de vue économique, financier et d'aide au développement sont donc conséquents. Néanmoins, comme le montrent le tableau 1 ci-dessous, le Kosovo est le pays qui bénéficie le moins des aides européennes et des investissements de l'UE dans la région. Le Monténégro est le seul pays qui est parfois en deçà du Kosovo lorsqu'il s'agit du volume des échanges de biens et des fonds de l'Instrument d'aide de préadhésion III (IAP III/IPA III), mais pour une population trois fois inférieure à celle du Kosovo (600 000 habitants pour le Monténégro pour 1 500 000 pour le Kosovo). L'aide financière fournie par l'Union Européenne au Kosovo n'en reste pas moins considérable, même au regard d'autres pays du voisinage européen, notamment la Moldavie ou la Géorgie. En outre, il convient de noter que le montant pur d'une aide n'est pas un gage de réussite ni de changements, et que beaucoup dépend aussi de la volonté politique des responsables locaux et internationaux impliqués. Dans le cas du Kosovo, l'influence normative de l'UE est très forte, et elle a façonné de bien des façons le paysage politique et judiciaire du pays afin d'en faire un Etat le plus démocratique et le plus respectueux de l'état de droit possible. Il suffit ainsi de comparer les montants accordés à la Serbie et au Kosovo et les systèmes politiques en place dans les deux pays pour bien voir que l'UE a eu bien plus de succès sur ce plan au Kosovo qu'en

¹⁴ Commission européenne, « L'UE et le Kosovo », novembre 2023. Disponible sur l'internet : https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/1fec0e03-a7b6-4225-b357-d3549fbc63ac_en?filename=EU-KS%20FS.pdf

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

Serbie qui est un régime hybride¹⁷. Le Kosovo est aussi considéré comme un régime hybride mais qui, au contraire de la Serbie, évolue dans le bon sens vers un régime plus démocratique et respectueux de l'état de droit¹⁸, avec une liberté de presse parmi les meilleures de la région et une corruption en baisse continue depuis quelques années (de 111^e en 2013 à 83^e en 2023)¹⁹. L'UE est le premier partenaire économique du Kosovo, mais si l'on regarde la part qu'occupe le commerce depuis et vers l'Union pour les autres pays de la région (sauf le Monténégro) comme montré dans le tableau 2, le rôle économique de l'UE au Kosovo est relativement moindre. Les importations depuis l'UE sont généralement autour de 50% (contre 42% pour le Kosovo) et les exportations vers l'UE atteignent une moyenne de 70% (contre 34% pour le Kosovo). Cette petite mais notable différence s'explique notamment par la proximité forte du pays avec les États-Unis, l'influence et la présence turque au Kosovo et la très nombreuse diaspora qui se trouve en Suisse.

Tableau 1 Investissements et relations économiques entre l'UE et les Balkans Occidentaux (données indiquées en millions d'euros) – source : Commission européenne

	IDE en 2022	Volume des échanges de biens	Investissements européens	Fonds IAP III ²⁰	Prêts depuis 1999
Albanie	388	7 100	1 400	250	569
Bosnie et Herzégovine	371	15 100	3 000	256	3 200
Kosovo	344	2 700	940	231	338
Monténégro	500	1 780	1 000	135	1 000
Macédoine du Nord	520	13 800	1 600	264	1 200
Serbie	1 500	36 500	5 700	571	6 300

¹⁷ Freedom House, « Serbie », 2024. Disponible sur l'internet : <https://freedomhouse.org/country/serbia/freedom-world/2024>

¹⁸ Freedom House, « Kosovo », 2024. Disponible sur l'internet : <https://freedomhouse.org/country/kosovo/freedom-world/2024>

¹⁹ Transparency International, « Our work in Kosovo », Disponible sur l'internet : <https://www.transparency.org/en/countries/kosovo>

²⁰ Instrument d'aide de préadhésion III

Tableau 2 Part des importations et exportations avec l'UE (données en pourcentage du total pour chaque pays) – source : Commission européenne

	Importations depuis l'UE	Exportations vers l'UE
Albanie	52%	73%
Bosnie et Herzégovine	57%	74%
Kosovo	42%	34%
Monténégro	44%	30%
Macédoine du Nord	46%	78%
Serbie	52%	66%

L'UE joue également un rôle politique important au Kosovo au regard du conflit qui s'y est déroulé en 1999 et des tensions qui sont toujours présentes entre Pristina et Belgrade. L'Union européenne joue ainsi un rôle de médiateur, soutenu par l'ONU, et préside le Dialogue entre Belgrade et Pristina²¹ depuis 2011. Le Kosovo s'inscrit donc dans une politique européenne régionale qui a pour principal objectif de maintenir la paix et la stabilité dans les Balkans Occidentaux et de viser la prospérité en vue d'une accession future dans l'UE. Si les relations entre Pristina et Bruxelles sont généralement bonnes, il faut noter une certaine détérioration de ces dernières depuis quelques mois. La situation tendue au nord du Kosovo et les décisions unilatérales parfois prises par le gouvernement kosovar ont été assez largement critiquées par les Européens, et des mesures punitives ont été prises contre le Kosovo. En réponse des mots durs et des critiques contre l'Union européenne ont été prononcées aux plus hauts niveaux de l'Etat kosovar, rajoutant à l'agacement de l'Union européenne.

C. La présence européenne et internationale au Kosovo

Afin de mettre en place la stratégie européenne pour les Balkans et le Kosovo, l'Union européenne est bien présente au Kosovo pour assurer la représentation de

²¹ Les appellations officielles dans les accords et traités n'utilisent pas les noms des deux pays mais des deux capitales.

ses intérêts et pour soutenir le plus jeune pays d'Europe dans sa construction et son chemin vers l'Europe.

L'Union européenne est présente au Kosovo dès 1999 pour assurer un rôle de médiateur entre la Serbie et le Kosovo, et depuis l'indépendance en 2008 pour accompagner le Kosovo dans son chemin vers l'Europe. Le Bureau de l'Union Européenne au Kosovo permet la mise en place de l'agenda européen sur le territoire en accord avec la stratégie européenne pour les Balkans Occidentaux. La promotion et le soutien pour l'adoption des normes et des acquis européens au Kosovo font partie des principales missions du Bureau de l'UE. Il est ici important de noter la différence de terminologie spécifique au Kosovo ; en effet, toutes les autres représentations de l'Union dans des pays tiers se fait par l'intermédiaire de Délégations de l'Union Européenne. Pour le Kosovo, néanmoins, le pays n'étant pas reconnu par cinq Etats membres de l'UE, le titre de Bureau de l'Union Européenne a été retenu, comme il existe des Bureaux de Liaisons pour la Grèce, la Roumanie, la Russie et la Chine dans le pays. L'UE est de loin le principal bailleur de fonds au Kosovo, assistant le pays depuis 1999 d'abord avec des mesures d'aide d'urgence pour la reconstruction et l'aide humanitaire, puis avec des aides qui visent à renforcer les institutions kosovares, à développer l'économie, à soutenir la société civile, les médias et de nombreux autres secteurs clés au Kosovo. L'Union européenne dispose aussi d'un Représentant Spécial (RSUE). Son rôle est d'aider le Kosovo dans son parcours vers l'intégration européenne en disposant des conseils tout en s'assurant de la cohérence des actions de l'UE au Kosovo et en renforçant la visibilité et l'image de l'Union auprès du grand public. L'actuel Représentant Spécial de l'UE est le diplomate tchèque Tomáš Szunyog. Il est également le Chef du Bureau de l'UE au Kosovo.

L'Union européenne est aussi présente depuis 2008 à travers la plus grande mission civile jamais déployée par elle, faisant partie de la Politique de Sécurité Commune et de Défense (PSCD)²² : la Mission État de Droit de l'Union européenne EULEX (EU Rule of Law Mission). Elle a pour objectif de soutenir les institutions

²² Le Service Diplomatique de l'Union européenne, « L'Union européenne et le Kosovo », 20 octobre 2021. Disponible sur l'internet : https://www.eeas.europa.eu/kosovo/eu-and-kosovo_en?s=321

kosovares dédiées au respect de l'État de droit (Médiateur des droits, ministère de la Justice, ministère de l'Intérieur etc.) afin d'améliorer ces institutions, les rendre plus efficaces et multi-ethniques. EULEX a été établie par l'Union Européenne et ses États membres, elle est soutenue par le Canada, les États-Unis, la Norvège, la Suisse et la Turquie, et emploie près de 400 personnes²³. Ses missions consistent à assister le ministère de la Justice dans les procédures judiciaires, à servir d'intermédiaire avec Interpol et la police serbe, et à agir en tant que force de maintien de l'ordre (uniquement sur demande explicite de la police kosovare). La présence de cette mission civile fait en effet partie d'un système de sécurité à trois niveaux : le premier niveau est la police kosovare qui peut demander l'intervention des unités de police d'EULEX qui forment le deuxième niveau de sécurité. Le troisième niveau de sécurité est représenté par la KFOR.

La présence européenne et internationale est physiquement bien visible à Pristina et au Kosovo. A Pristina d'abord, les voitures de diplomates portent des plaques noires distinctives pour chaque représentation nationale, et la petite taille de la ville rapportée au nombre d'ambassades rend très visible cette présence diplomatique. Il est aussi souvent possible de connaître le positionnement des pays sur le Kosovo et leur présence par l'observation de ces plaques. En effet, les États reconnaissant le Kosovo et ayant une ambassade à Pristina disposent de plaques d'immatriculations diplomatiques enregistrées au Kosovo (RKS). Au contraire, tout État qui ne reconnaît pas le Kosovo mais qui maintient malgré tout une présence diplomatique à Pristina (Grèce, Roumanie, Chine, Russie et autres) dispose de plaques d'immatriculations diplomatiques enregistrées soit en Serbie (SRB), ou en Macédoine du Nord (NMK). Certains États qui reconnaissent le Kosovo mais qui n'ont pas un réseau diplomatique très étendu et ne disposent donc pas toujours d'ambassades à Pristina ont aussi des plaques immatriculées en Serbie ou en Macédoine du Nord. Chaque agence de l'ONU présente au Kosovo (MINUK, PNUD), l'OSCE, EULEX et l'UE ont toutes des plaques distinctives si bien que la présence internationale est parfaitement et concrètement visible à Pristina. A Mitrovica, la sécurité du pont au-dessus de la rivière Ibar qui sépare la partie albanaise de la

²³ EULEX, Brochure sur la mission EULEX, juin 2023. Disponible sur l'internet : https://www.eulex-kosovo.eu/eul/repository/docs/193078-Brochure_26.07.2023_En.pdf

partie serbe, ainsi que la sécurité générale de la ville est assurée en partie par des Carabinieri italiens et leur matériel directement apporté d'Italie. Aux alentours des monastères serbes-orthodoxes enclavés dans des territoires majoritairement peuplés de kosovars-albanais, comme dans les villes de Peja et Gračanica, la présence de la KFOR est également clairement visible et identifiable, souvent des unités italiennes et croates de mes propres observations. L'implantation physique internationale est aussi clairement visible : bureaux de l'ONU et la MINUK, EULEX, bases de la KFOR et américaine (Bondsteel). Cette présence assumée est un déterrent fort pour toute action violente de la part de la Serbie qui viserait à réviser les frontières du Kosovo, et elle est une garantie de la souveraineté kosovare.

Ainsi, l'Union européenne soutient financièrement et politiquement le Kosovo dans son développement en tant qu'État indépendant, et elle l'assiste dans l'intégration à l'Union et dans la garantie de la sécurité du pays, grâce à un soutien financier (2,5 milliards d'euros depuis 1999²⁴), politique et sécuritaire avec EULEX. Par l'intermédiaire du Bureau de l'UE et de son représentant spécial, Tomáš Szunyog, l'Union européenne affirme clairement la perspective européenne du Kosovo qui s'inscrit dans un nouvel élan d'élargissement qui doit intégrer les six pays des Balkans occidentaux. A travers cet objectif européen d'intégrer ces six pays, paix, sécurité et prospérité sont les idéaux recherchés pour cette région d'Europe qui peut se monter instable.

II- La stratégie française pour le Kosovo et ses moyens

La France est elle aussi un acteur international important au Kosovo, et c'est depuis son ambassade que ces observations et réflexions sur la perspective européenne du Kosovo ont vu le jour. En parallèle de la stratégie européenne, la France a établi sa propre stratégie dans la région et au Kosovo. En 2019, le président de la République, Emmanuel Macron, a affirmé un tournant dans la relation

²⁴ Le Service Diplomatique de l'Union européenne, « A propos de l'ambassadeur », 7 décembre 2021. Disponible sur l'internet : https://www.eeas.europa.eu/kosovo/about-ambassador_en?s=321

de la France avec les pays des Balkans occidentaux, dont le Kosovo. Ce réengagement français dans la région suit une stratégie bien définie et encore renforcée depuis l'agression russe en Ukraine.

A. La diplomatie française théorisée au Kosovo

La mission du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est de « représenter, défendre et promouvoir les intérêts de la France et des ressortissants français dans tous les domaines auprès des pays étrangers et au sein des organisations internationales »²⁵.

1. La diplomatie française : missions et objectifs généraux

Le ministère a ainsi défini plusieurs cadres de son action dans le monde, notamment dans le domaine des droits de l'Homme et de la paix pour promouvoir un ordre mondial basé sur la paix et la sécurité. Il a également une mission de promotion de la France et de ses entreprises, à la fois pour attirer les investissements en France et pour défendre les intérêts des entreprises françaises à l'étranger. En parallèle, le ministère veut développer l'usage du français et promouvoir la culture et les idées françaises tout en œuvrant pour la diversité. Sur le plan écologique, la France et son ministère des Affaires Étrangères défendent un modèle de mondialisation plus écoresponsable et durable au regard du réchauffement climatique et de la crise écologique qui en découle. Enfin, le ministère a une mission de protéger les Français à l'étranger et de les défendre. De ces missions générales découlent des stratégies régionales et thématiques qui peuvent se croiser. La stratégie régionale qui couvre le Kosovo est la stratégie pour les Balkans occidentaux énoncée par le Président de la République en 2019, et une des stratégies thématiques la plus importante est la diplomatie féministe.

2. La nouvelle stratégie française pour les Balkans occidentaux et le Kosovo

La France et le président de la République ont donc affirmé en 2019 vouloir réinvestir les Balkans occidentaux après plusieurs années de désintérêt. Une stratégie pour la région a été adoptée en avril 2019 avec quatre axes prioritaires

²⁵ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Les missions du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères », février 2024. Disponible sur l'internet : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/missions-organisation/>

d'intervention²⁶. Le premier axe se concentre sur le développement économique et social, particulièrement avec l'octroi à l'AFD d'un mandat pour les Balkans occidentaux et donc le déblocage de fonds pour le développement de la région. Le deuxième axe se porte sur la sécurité et la coopération interétatique contre les trafics illicites, notamment d'armes, dans la région. Le troisième point est un renforcement de la coopération avec la justice au niveau technique pour lutter contre les trafics de stupéfiants, d'armes et d'êtres humains. Enfin, le quatrième axe vise à renforcer la région dans le domaine de la défense avec notamment la formation de nombreux officiers dans les Balkans occidentaux. Le Kosovo est donc aussi bénéficiaire de cette stratégie de réinvestissement de la région. Néanmoins, la France a des liens historiques forts avec la Serbie, et le dynamisme économique de ce pays ont attiré les regards et les investissements français, centralisant une partie importante des ressources allouées au développement des pays des Balkans. Il convient toutefois de noter que cette concentration sur la Serbie a diminué depuis 2019, et la France continue d'élargir et de renforcer sa présence, notamment au Kosovo. Trois exemples concrets de ce réengagement qui touche particulièrement le Kosovo, est l'ouverture d'une antenne de l'AFD, qui jusqu'à présent n'était présente qu'à Tirana pour gérer le Kosovo. De plus, plus aucun soldat français n'avait été déployé au sein de la KFOR depuis 2014. Cela a changé il y a quelques mois, au début de l'année 2024, avec l'envoi de deux officiers de l'armée française au sein du COMFOR. Enfin, l'ouverture en mars 2024 de l'Institut français du Kosovo renforce la présence et l'influence française dans la diplomatie culturelle. La présence économique française reste néanmoins faible.

3. La diplomatie féministe

Au côté de cette stratégie régionale, un autre pilier de l'action française à l'étranger particulièrement utilisée au Kosovo est la diplomatie féministe. ON AIMERAIT PLUS D'EXEMPLES DE LA MISE EN PRATIQUE : RESISTANCES ?...

La diplomatie féministe française est une initiative lancée par la France pour intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au cœur de sa politique

²⁶ CIGIOTTI Olivier, CONWAY-MOURET Hélène, FOURNIER Bernard, GRÉAUME Michelle, « Réinvestir les Balkans occidentaux : un impératif stratégique », Rapport d'information n° 882 (2022-2023) du Sénat, 12 juillet 2023. Disponible sur l'internet : <https://www.senat.fr/rap/r22-882/r22-882.html>

étrangère. Depuis 2018, cette approche vise à promouvoir les droits des femmes et des filles à l'échelle mondiale, en s'appuyant sur des actions concrètes dans divers domaines tels que la lutte contre les violences sexistes, l'accès à l'éducation et à la santé, ainsi que la participation politique et économique des femmes²⁷. En pratique, cela se traduit par un soutien accru aux organisations de défense des droits des femmes, l'intégration de la dimension de genre dans les programmes de développement et la diplomatie internationale, ainsi que par des initiatives législatives visant à garantir l'égalité des sexes. La France s'efforce ainsi de positionner la question de l'égalité de genre comme une priorité sur la scène internationale, collaborant avec d'autres nations et organisations internationales pour amplifier l'impact de ces efforts. Cette diplomatie féministe est particulièrement utilisée et promue par les ambassades de France de la région à travers divers projets de soutien à la société civile et aux ONG de défense des droits des femmes et de la communauté LGBT+ (aussi intégrée à la diplomatie féministe).

L'approche française du Kosovo s'inscrit ainsi dans une diplomatie plus régionale qui concerne les six pays des Balkans Occidentaux. Certains départements et services sont d'ailleurs regroupés à un niveau régional, en général supervisés depuis l'ambassade de France en Serbie, notamment le service économique, la magistrature de liaison et l'attaché agricole qui couvre la Serbie et les cinq autres pays de la région dont le Kosovo. Le regain d'attention envers le Kosovo depuis 2019 et surtout depuis 2022 traduit d'une certaine fébrilité et crainte d'une possible déstabilisation du pays et de la région, et explique aussi pourquoi la France est un des pays avec une ligne dure et rigide en faveur d'une normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo le plus rapidement possible.

B. Une présence française renforcée au Kosovo

Dans la mise en place pratique de la stratégie du ministère français de l'Europe et des Affaires Étrangères, et de la Présidence, la présence française s'est fortement

²⁷ Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, « Diplomatie féministe », mars 2024. Disponible sur l'internet : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/>

renforcée au Kosovo depuis 2019. Elle a toujours toutefois été bien présente dans le pays avant même la déclaration d'indépendance du Kosovo en 2008.

1. La présence institutionnelle française au Kosovo

La France est le deuxième pays à avoir reconnu l'indépendance du Kosovo en 2008, d'où les plaques diplomatiques portant le numéro « 02 » sur les voitures diplomatiques liées à l'ambassade de France dans le pays. La présence française se manifeste donc d'abord par son ambassade située sur la petite colline de Dragodan (Arbëria en albanais), en périphérie du centre-ville, dans un quartier qui était habité à l'époque yougoslave par l'intelligentsia kosovare serbe et albanaise. L'ambassade est de petite taille en comparaison avec d'autres ambassades françaises dans la région, et une équipe d'une vingtaine de personnes y travaille au service de la France.

A la tête de la représentation française, l'ambassadeur de France, Monsieur Olivier Guérot assure le fonctionnement de l'ambassade et supervise le travail des agents. Il est secondé par le Premier Conseiller qui assure le rôle de Chargé d'Affaires lorsque l'ambassadeur ne se trouve pas sur le territoire kosovar. La chancellerie politique est complétée par un Deuxième Conseiller et un Attaché de presse (agent de droit local). Les objectifs cruciaux de la Chancellerie sont multiples : veille politique et médiatique, rencontre de haut niveau avec les représentants politiques kosovars et internationaux, rédaction de notes, rapports et consultation directe avec Paris. Ce département fournit les éléments à Paris pour que la politique française extérieure sur le Kosovo et les Balkans occidentaux puisse être élaborée.

Le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) assiste la mise en œuvre de la politique française dans les domaines de la culture, de l'éducation, et de la coopération technique, universitaire, institutionnelle et scientifique. Ce service est dirigé par le Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle (COCAC) qui est assisté dans son travail par une Attachée de coopération qui suit de très nombreux dossiers dans divers secteurs, un Attaché culturel et une Secrétaire du SCAC (tous deux agents de droit local).

Un agent du ministère de l'Intérieur de la Direction de la Coopération Internationale de Sécurité (DCIS) œuvre particulièrement à la coopération entre

services de sécurité français et kosovars dans le cadre de son poste d'Attaché de sécurité intérieure, secondé par l'Officier de liaison.

La France voit le Kosovo comme partie prenante à intégrer dans la sous-zone des Balkans occidentaux. Aussi, un certain nombre de départements liés à l'ambassade de France au Kosovo sont en réalité délocalisés ailleurs, en général à Belgrade ou à Skopje. Le service économique régional, qui a la charge d'effectuer une veille et un suivi de la situation et des actualités économiques dans toute la région, est basé à Belgrade. C'est le pendant économique de la chancellerie politique, et il est rattaché au ministère des Finances. Toutefois, les échanges entre chancellerie politique et service économique sont nombreux et absolument nécessaires. Les agents qui travaillent au service économique régional sont amenés à se rendre dans les six pays des Balkans qu'ils couvrent, et ils se rendent au Kosovo environ deux fois par an.

La présence française a récemment été renforcée avec l'ouverture et l'inauguration en mars 2024 de l'Institut français du Kosovo qui a pour objectif d'approfondir les liens culturels entre la France et le Kosovo et de renforcer la coopération à divers niveaux entre les deux pays. Le Directeur de l'Institut français est aussi le Conseiller de coopération et d'action culturelle (COCAC), chef du SCAC.

La présence de l'Agence Française de Développement (AFD) et de ses filiales au Kosovo depuis l'automne 2023 est un autre signal fort du renforcement de la présence française au Kosovo. Le groupe AFD est composé de l'AFD elle-même qui soutient le secteur public, les ONG, la recherche et le développement durable dans le monde, sa filiale Proparco qui soutient le secteur privé, et Expertise France qui gère les experts techniques qui aident les gouvernements et les institutions des pays qui en font la demande. La présence du groupe AFD a augmenté d'une façon exponentielle dans les Balkans occidentaux. Ainsi le portefeuille du groupe est passé de 18,6 millions d'euros en 2018 à 1 466 millions d'euros en 2023²⁸.

Enfin, un Expert technique international (ETI) envoyé par la France sur demande de Pristina, travaille auprès du gouvernement kosovar comme conseiller aux affaires

²⁸ AFD, « Le groupe AFD et les Balkans occidentaux », août 2023. Disponible sur l'internet : <https://www.afd.fr/fr/ressources/groupe-afd-et-balkans-occidentaux>

européennes, et un autre expert technique va être envoyé pour aider et conseiller le gouvernement kosovar sur les questions d'énergie.

2. Les diplomates français au Kosovo dans un pays non-reconnu par l'ONU

En plus des Français qui travaillent pour les différentes institutions de la République française, il y a également une présence française au sein des nombreuses organisations internationales au Kosovo, particulièrement l'Union européenne, l'ONU et l'OSCE. La présence de ressortissants français au sein de ces organisations, sans remettre en cause leur loyauté à leurs organisations respectives, permet à l'ambassade et donc à Paris d'avoir un accès facilité à ces organisations et de récolter des informations plus rapidement.

La diplomatie dans un pays qui n'est pas reconnu par l'ONU et par cinq Etats membres de l'UE comporte une dimension particulière qui est surtout d'ordre administrative, principalement dans les déplacements en Serbie. Les diplomates français qui travaillent à l'ambassade à Pristina sont pour la plupart issus du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères après avoir passé différents concours. Néanmoins, l'ancien COCAC (parti en avril 2024) et l'actuelle Attachée de coopération sont tous les deux des contractuels qui ont déjà une expérience dans la diplomatie française ou multilatérale (OSCE, ONU notamment). Certains des agents sont spécialisés sur la région et ont déjà eu d'autres expériences dans les Balkans, particulièrement en Bosnie-Herzégovine pour le COCAC et le Deuxième Conseiller, et dans toute la région pour l'Attachée de Coopération. Une petite majorité des agents n'avaient toutefois pas de lien particulier avec la région avant leur affectation au Kosovo (postes précédents en Italie, Egypte, Israël, Birmanie, Suède). L'adaptation des diplomates français au Kosovo semble relativement simple : il y a une grande présence internationale à Pristina, et la culture et façon de vivre est européenne et laïque. En outre, la très grosse présence internationale au Kosovo depuis la fin de la guerre en 2000 a accoutumé les habitants aux internationaux, et cela se ressent par exemple par un niveau d'anglais général inégalé dans les Balkans. Il est rare de trouver un habitant de la capitale qui ne maîtrise pas bien l'anglais. Dans les cas où l'anglais ne serait pas maîtrisé par un interlocuteur, l'allemand est souvent au moins partiellement maîtrisé, et dans des cas plus rares, le français. Pristina et le Kosovo ne sont pas étendues, ce qui rend les séjours à

l'étranger faciles et peu coûteux. Des stations de ski, notamment en Serbie, Macédoine du Nord et Bulgarie (mais aussi au Kosovo) sont facilement accessibles l'hiver. La côte adriatique albanaise et monténégrine est aussi régulièrement plébiscitée par les diplomates de l'ambassade, ainsi que les côtes grecques du côté de Thessalonique, qui n'est qu'à quatre heures de route de Pristina. Une escapade dans un plus gros centre urbain est également relativement facile, avec Skopje à une heure et demie de route, Tirana à trois heures et demie (variable avec des embouteillages qui peuvent être dantesques aux heures de pointes) et Belgrade et Podgorica qui sont à cinq heures de route.

Parfaitement accueilli à mon arrivée en novembre dernier, c'est dans ce petit écosystème que je me suis inséré pendant six mois, suivant la vie et les conseils des diplomates de l'ambassade. Mon stage était annoncé comme partagé à part égale entre la Chancellerie politique et le SCAC selon le vœu de l'ambassadeur. La réalité n'était pas une division parfaite entre les deux services, mais plutôt une concentration des tâches avec le SCAC, en particulier en matière de coopération technique, institutionnelle et universitaire. Les six mois passés en compagnie des agents du SCAC ont été rythmés en particulier par deux événements : la semaine de la francophonie avec l'inauguration de l'Institut français du Kosovo, et les prochains Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris sur lesquels une communication intense, mais en aucun cas facilitée par Paris 2024, a été réalisée. En effet, peu de matériel promotionnel a été mis à disposition des postes par le ministère et l'organisateur Paris 2024. Tous les logos et affiches officielles étant soumis à des droits d'auteur et d'utilisation, il ne fut pas possible de promouvoir de la manière la plus efficace les Jeux à venir. Les tâches et missions qui m'ont été confiées seront détaillées dans une prochaine partie sur le rôle de l'ambassade dans la mise en place de la politique française au Kosovo. Mon travail auprès de la chancellerie politique s'est trouvé être plus épars bien que passionnant et profondément intéressant avec la participation à la rédaction de notes diplomatiques, la participation et parfois la représentation de l'ambassade à des réunions et des conférences, et la rédaction de communiqués et de postes pour les réseaux sociaux avec l'attaché de presse.

3. Une présence économique faible

La présence économique française au Kosovo est faible au regard des autres partenaires européens et internationaux de Pristina. Cela se traduit par une faible présence des entreprises françaises au Kosovo et des échanges commerciaux qui ne sont pas au niveau des autres puissances européennes et régionales impliquées au Kosovo et dans les Balkans occidentaux. Selon le service économique régionale basé à Belgrade, en termes d'échanges commerciaux, la France se place en 16e position des fournisseurs du Kosovo et représente 1,5% des importations kosovares (50,4 millions d'euros). La France est le 15e client du pays avec 1,4% des exportations kosovares (10,3 millions d'euros)²⁹. Les principales importations kosovares depuis la France concernent les matériaux de transport (44%), les produits chimiques, parfums et cosmétiques (35%), et les produits de l'industrie agroalimentaire (7%). Les postes d'exportation vers la France sont les produits métallurgiques et métalliques (28%), les produits en caoutchouc et en plastique et les produits minéraux divers (28%), et les produits chimiques, parfums et cosmétiques (18%)³⁰. Le stock d'IDE françaises au Kosovo se chiffre à 67 millions d'euros au 31 décembre 2023, soit 1% du stock d'IDE total au Kosovo (voir tableau 3)³¹. Si ces chiffres sont bas, il est important de noter que les échanges entre la France et le Kosovo ont significativement augmenté ces dernières années. Pour la France, le Kosovo reste un partenaire économique relativement faible, le Kosovo étant le 156e fournisseur et le 128e client de la France.

Tableau 3 Classement des plus grands investisseurs étrangers au Kosovo - source : Banque Centrale du Kosovo³²

Classement	PAYS	IDE en millions d'euros (au 31 décembre 2023)	IDE en millions d'euros (au 31 décembre 2022)
1	Allemagne	1093	898

²⁹ Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Relations bilatérales France-Kosovo 2023 », 7 juin 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/XK/les-relations-bilaterales-france-kosovo>>

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² Banque centrale de la République du Kosovo, « Raporti Vjetor 2022 » [Rapport annuel 2022], Pristina, juin 2023. Disponible sur l'internet :

<https://bqk-kos.org/wp-content/uploads/2023/08/BQK_RV_BQK_2022.pdf>

2	Suisse	1011	801
3	Turquie	502	454
4	États-Unis	455	383
5	Autriche	394	329
6	Albanie	371	340
7	Slovénie	276	239
8	Royaume-Uni	176	134
9	Pays-Bas	114	89
10	Suède	108	100
11	Italie	86	74
12	Belgique	85	71
13	France	67	56

En comparaison avec la présence économique française dans les autres pays des Balkans, particulièrement en termes d'IDE, le Kosovo reçoit plus que la Bosnie et Herzégovine (14 millions d'euros, 0,16% du stock d'IDE³³), que le Monténégro (17,2 millions d'euros, 0,37% du stock d'IDE³⁴) et que la Macédoine du Nord (12,5 millions d'euros, 0,1% du stock d'IDE³⁵). Mais les investissements français au

³³ Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Relations économiques entre la France et la Bosnie-Herzégovine en 2023 », 6 juin 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/BA/rerelations-economiques-entre-la-france-et-la-bosnie-herzegovine-en-2021>>

³⁴ Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Les relations économiques et commerciales entre la France et le Monténégro », 10 juin 2022. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ME/les-echanges-commerciaux-entre-la-france-et-le-montenegro>>

³⁵ Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Relations économiques entre la France et la Macédoine du Nord en 2022 », 10 juillet 2023. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MK/les-relations-bilaterales-france-macedoine>>

Kosovo restent très loin de ceux réalisés en Serbie (1,3 milliards d'euros, 3,3% du stock d'IDE³⁶) et en Albanie (489 millions d'euros, 3,7% du stock d'IDE³⁷).

L'implantation économique de la France au Kosovo est illustrée par la présence de quelques entreprises françaises dans le pays. Aéroport de Lyon détient dix pourcents de l'aéroport international de Pristina en association avec la compagnie turque Limak. Intermarché et BNP Paribas sont également présents au Kosovo par l'intermédiaire de filières (respectivement Interex et TEB, filiale turque de BNP Paribas)³⁸. Dans le secteur de l'énergie et des nouvelles technologies, la société Akuo Energy et Axians sont toutes deux sur le marché kosovar. Dans la distribution, des marques comme Gifi, Mr. Bricolage et Yves Rocher sont présentes au Kosovo, et le groupe Accor s'est récemment implanté à Pristina.

C. Une influence française qui reste assez limitée

La France tente d'appliquer une politique d'influence au Kosovo, mais elle est concurrencée par des pays beaucoup plus présents, en premier lieu les Etats-Unis, l'Allemagne, la Suisse, la Turquie et le Royaume-Uni. L'Allemagne et la Suisse sont les deux pays avec la plus forte diaspora kosovare, et ils bénéficient d'une aura et d'une attractivité économique extrêmement forte au Kosovo. L'Autriche en bénéficie aussi dans une certaine mesure. L'adjectif « Swiss » ou « German » est utilisé sans modération pour tenter d'attirer le consommateur vers un produit supposément de qualité. Les Etats-Unis sont vus comme les sauveurs et les garants de l'indépendance du Kosovo depuis l'intervention otanienne de 1999. Des drapeaux américains flottent en permanence dans tout le Kosovo (le fait des Kosovars

³⁶ Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Relations économiques entre la France et la Serbie en 2023 », 29 mai 2024. Disponible sur l'internet :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/RS/les-echanges-commerciaux-entre-la-france-et-la-serbie>

³⁷ Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Relations bilatérales France-Albanie 2023 », 6 juin 2024. Disponible sur l'internet :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/AL/les-relations-bilaterales-france-albanie>

³⁸ MARCIACQ Florent, LE QUINIOU Romain (dir.), « L'engagement de la France dans les Balkans occidentaux. Pour un renforcement de la coopération stratégique, politique, économique et sociétale », *Études de l'Ifri*, Ifri, février 2022, p.29. Disponible sur l'internet :

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/marciacq_lequinou_france_balkans_occidentaux_2022.pdf

eux-mêmes), une pléthore de noms de rues et d'avenues portent le nom de personnalités américaines, et une statue de Bill Clinton trône aux abords d'un des plus gros boulevards de la ville (éponyme par ailleurs). Anecdote amusante, il n'est pas rare d'entendre des Kosovars chanter (parfois d'une façon quelque peu autodérisoire il est vrai) « Thank you USA »³⁹, une chanson populaire au Kosovo qui remercie les États-Unis pour leur intervention en 1999. La Turquie bénéficie elle d'une proximité culturelle, religieuse et historique avec le Kosovo, ainsi que d'une petite minorité turque dans la région de Prizren. Le turc est même langue officielle à Prizren et dans la commune voisine de Mamousha. Les antennes culturelles et religieuses turques, centres Yunus Emre (équivalent turc d'un Institut français), mosquées financées par la Diyanet (Direction des Affaires religieuses) et la Tika (Agence turque de coopération et de développement) fleurissent dans le paysage urbain des villes kosovares. Face à ces quelques pays, la France ne rivalise pas en termes d'influence et de présence au Kosovo. D'ailleurs, même l'Italie peut être considérée comme plus influente que la France, notamment grâce aux liens du pays avec l'Albanie voisine et la forte présence italienne dans la KFOR et à EULEX. La présence de l'enseigne de grande distribution Conad est un exemple de cette présence italienne au Kosovo.

Cette faible influence est à plusieurs niveaux et peut s'expliquer par diverses raisons. L'influence politique est sûrement celle où la France est encore le plus présent, par son poids économique et politique au sein de l'UE, son statut de membre permanent du Conseil de Sécurité, et sa participation active aux opérations de l'OTAN et à la KFOR depuis 1999. Elle fait partie des « Cinq Grands » au Kosovo qui se concertent systématiquement et qui sont l'Allemagne, les États-Unis, l'Italie et le Royaume-Uni.

L'influence culturelle et l'attractivité de la France est le point le plus faible de la diplomatie française au Kosovo, et si les cercles politiques et économiques connaissent la France et son rôle, la population en général n'a qu'une connaissance extrêmement limitée de la France, de sa culture et de son histoire. Cela s'est reflété

³⁹ Armend MIFTARI-MENDI, « Thank You USA », 2014. Disponible sur l'internet : <https://www.youtube.com/watch?v=M2rTafbQepg>

dans un sondage effectué récemment dans la population kosovare⁴⁰. La notoriété de la France est faible ; 92% des répondants ne peuvent nommer aucune entreprise, marque ou organisation française. Sur les marques et les entreprises qui sont citées, 27% sont des marques automobiles, particulièrement Renault, et 22% des marques sont italiennes. 35% ne peuvent pas nommer une personnalité française. Sur l'image de la France, 40% déclarent ne rien ou peu connaître, 21% ont une image négative (notamment accusant la France d'être contre le Kosovo et de supporter la Serbie), et 21% ont une image positive de la France.

Les raisons de cette faible influence française au Kosovo sont multiples. L'absence de présence militaire entre 2014 et 2023 (la KFOR étant perçue comme une assurance vitale), de présence économique et de visites politiques (la dernière visite remontant à juin 2018 avec Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées) a érodé l'image de la France renvoyant un désintérêt français pour le Kosovo. La question de la libéralisation des visas a également bien altéré l'image française : le retard pris par le processus (entamé en 2012) est en grande partie le fait de la France, et cela a contribué à une diminution du capital de sympathie français, bien que le plus frappant soit l'absence même d'une image plutôt qu'une image négative.

Une conséquence concrète de la dilapidation de l'image de la France au Kosovo est la chute du nombre d'apprenants du français dans le pays. La France n'est plus vue comme une destination pour le travail et pour des opportunités économiques et universitaires. Le français est enseigné au collège et au lycée, soit en deuxième langue obligatoire, soit plus souvent comme une langue facultative proposée par l'établissement. Cette année scolaire 2023/2024, 11 485 élèves kosovars apprennent le français, soit un peu plus de 4% du total des élèves kosovars. Toutefois, si l'on se base sur le nombre d'élèves entre la 6e et la terminale (seules classes où l'enseignement du français est dispensé), ce chiffre monte à 12,2% des élèves. Le nombre d'apprenants du français a considérablement baissé depuis 2017/2018, année durant laquelle 22 381 élèves apprenaient le français. En comparaison, l'apprentissage de l'allemand s'est grandement accéléré depuis 2014 ; le nombre

⁴⁰ Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

d'apprenants de l'allemand était égal à celui des apprenants du français en 2014/2015, et il est aujourd'hui presque six fois supérieur⁴¹.

Ainsi le Kosovo et les Balkans occidentaux ont regagné une importance toute particulière aux yeux de Bruxelles et de Paris qui y voient à la fois un potentiel de croissance et d'investissements mais aussi un potentiel d'instabilité et de conflit dans une partie de l'Europe qui peine parfois à avancer sereinement après la dissolution violente de la Yougoslavie dans les années 1990. L'arrivée de la guerre à grande échelle en Ukraine a encore renforcé un sentiment d'urgence pour intégrer économiquement et politiquement cette zone à l'UE tout en concurrençant les puissances étrangères qui mènent leurs propres agendas, particulièrement la Russie et la Chine, présentes et influentes en Serbie, beaucoup moins au Kosovo. La France, malgré une influence relativement faible, est un exemple particulièrement frappant du recentrage en cours sur les Balkans et particulièrement au Kosovo depuis ces deux dernières années, avec l'arrivée de l'AFD, un retour au sein de la KFOR et l'ouverture d'un Institut français du Kosovo. Un Institut français a d'ailleurs été créé au même moment en Albanie, permettant désormais à l'institution de couvrir l'ensemble des six pays de la région. Pour la France comme pour l'Union européenne, la position est claire : le Kosovo comme l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie, doivent intégrer l'UE.

⁴¹ Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

DEUXIÈME PARTIE : LE RÔLE DE LA FRANCE ET DE SON AMBASSADE DANS LE PROCESSUS D'ADHÉSION

Pour appuyer la perspective d'adhésion du Kosovo, la France soutient politiquement et économiquement le pays à travers son ambassade qui joue aussi un rôle de veille quant à la situation dans le pays. La stratégie définie par Paris se traduit concrètement par toute une série d'actions mises en place par la représentation française à Pristina à travers l'ambassade de France et l'ensemble de l'Équipe France présente sur place.

I- La coordination politique internationale

Ces actions sont souvent menées en coordination et en coopération avec les autres acteurs internationaux présents au Kosovo, particulièrement l'Union

européenne, les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, la Suisse et l'Autriche.

Pour les questions qui concernent l'intégration européenne, la situation dans le nord du Kosovo, la minorité serbe, et les relations avec la Serbie, l'ambassade de France et les autres représentations internationales se consultent très régulièrement. Un format privilégié est le Quint : ce groupe de travail regroupe les ambassadeurs d'Allemagne, des États-Unis, de France, d'Italie et du Royaume-Uni. Les ambassadeurs du Quint se rencontrent au moins une fois par semaine, et ils peuvent faire des communiqués de presse de manière assez fréquente suivant les évolutions politiques du Kosovo, tout particulièrement lorsque cela concerne le nord du Kosovo, la minorité serbe ou les relations entre Belgrade et Pristina. Le dernier communiqué date du 6 juin et condamne la décision du gouvernement kosovare d'exproprier les propriétaires de plus de cent parcelles de terre dans les municipalités à majorité serbe dans le nord du Kosovo⁴². Le Quint avait aussi condamné il y a quelques semaines la décision de ne pas laisser rentrer sur le territoire du Kosovo un patriarche de l'Église orthodoxe serbe et son clergé qui se rendaient au patriarcat de Peja/Peć pour y célébrer la pâque orthodoxe⁴³. Ces communiqués sont en général publiés avec le Bureau de l'UE et parfois avec l'OSCE. Le Quint est aussi un espace de discussion et de coordination. Par exemple, le Bureau du Premier ministre a contacté les représentants d'ambassades occidentales pour leur demander d'intervenir auprès des députés de l'opposition pour les convaincre de voter pour le nouveau code civil qui est bloqué à l'Assemblée depuis de nombreux mois déjà. Ce code civil fait débat au sein même de la majorité à cause de l'ouverture de la possibilité du mariage et/ou de l'union civile pour tous, y compris donc pour les couples de même sexe. L'opposition est parfois plus progressiste que certains députés de la majorité, très conservateurs, qui refusent de voter le texte, mais par

⁴² Ambassade de France au Kosovo, « Quint, EU and OSCE statement on the decision taken by the Government of Kosovo on 30 May regarding expropriation of over 100 parcels of land in Serb-majority municipalities », 6 juin 2024. Disponible sur l'internet : <https://kosovo.ambafrance.org/Quint-EU-and-OSCE-statement-on-the-decision-taken-by-the-Government-of-Kosovo>

⁴³ Ambassade de France au Kosovo, « Quint and EU Statement on the Government of Kosovo's May 13 Decision Not to Allow Entry of Serbian Orthodox Church Patriarch and Accompanying Clergy », 14 mai 2024. Disponible sur l'internet : <https://kosovo.ambafrance.org/Quint-and-EU-Statement-on-the-Government-of-Kosovo-s-May-13-Decision-Not-to>

opposition au gouvernement ils ont refusé de voter ce texte. Les ambassadeurs se sont donc concertés entre eux pour décider de la voie à suivre et il a été décidé de ne pas donner suite à la requête du Bureau du Premier ministre alors que des élections législatives sont attendues dans les prochains mois.

La coordination des bailleurs de fonds est par ailleurs cruciale pour éviter des projets doublons et pour avoir une meilleure répartition des projets de développement, de soutien de la société civile et des institutions, et des projets économiques. Ainsi, l'ambassade, au côté de l'AFD, participe à ces réunions de coordination des bailleurs de fonds généralement organisées par le Bureau de l'Union européenne. Si l'ambassade américaine est intégrée à cette coordination, les agences de l'ONU ne le sont pas systématiquement, ce qui est d'ailleurs critiqué.

Enfin, l'ambassade peut travailler avec d'autres ambassades présentes à Pristina à l'occasion de manifestations culturelles. Par exemple, lors de l'organisation annuelle de la semaine de la francophonie, cet événement culturel implique les ambassades de Belgique, du Canada, du Luxembourg et de la Suisse, au côté de l'ambassade de France au Kosovo.

La coordination fait donc partie intégrante d'une ambassade de France à l'étranger, particulièrement au Kosovo.

II- Une mission de veille : l'exemple d'une note sur l'influence de la Turquie

En plus de la coordination, une ambassade, et particulièrement la chancellerie politique, a une mission de veille afin d'informer Paris des développements du pays. Les notes et rapports peuvent être réalisés sur commande de Paris ou sur proposition du poste qui considère qu'un sujet mérite d'être porté à l'attention du ministère. En effet, l'un des rôles les plus importants d'une ambassade est de fournir des renseignements et des analyses politiques et économiques au Quai d'Orsay pour que le ministère puisse définir une politique et les actions à mener dans le cadre de sa politique d'influence et de soutien au Kosovo. Un exemple de cette action par l'ambassade est donc la rédaction de notes diplomatiques à destination de Paris. L'un des sujets les plus importants est l'influence et la présence au Kosovo

d'autres acteurs internationaux qui ne s'alignent pas toujours ou pas complètement sur la politique française et européenne et qui peuvent représenter un risque ou une compétition pour la France. Les influences étrangères présentes au Kosovo sont par exemple le fait de la Turquie, de certaines monarchies du Golfe voire de certains Etats membres de l'UE qui ont des agendas parfois différents de ceux de Bruxelles ou Paris, comme la Hongrie. Cette partie a vocation à traiter de l'une de ces influences extérieures, la plus forte, celle de la Turquie.

A. Une double influence entre religion musulmane et présence d'une minorité turque

Le Kosovo est un État laïc dont la population est très majoritairement de confession musulmane (plus de 90% de la population) et il existe en plus une petite minorité de Turcs du Kosovo présents depuis l'époque ottomane.

1. *L'influence par la religion musulmane*

La Turquie est le principal partenaire religieux du Kosovo et est à l'origine de la majorité des projets de rénovation et de construction de mosquées, via la présence conjuguée de la Diyanet (Présidence des Affaires religieuses) et la TIKA (Agence turque de coopération et de développement), mais aussi de la confrérie des frères musulmans, dont la présence discrète n'en est pas pour autant dissimulée⁴⁴. La politique de formation des imams en Turquie se renforce, avec le soutien du grand Mufti du Kosovo, réputé proche d'Ankara. Outre la rénovation de mosquées anciennes, comme la très visitée mosquée Emin Paşa à Prizren, centre de la communauté turque, c'est le projet de grande mosquée à Pristina qui symbolise le mieux la « politique des mosquées » qu'on retrouve dans toute la région. Les premiers travaux d'aménagement ont débuté sur un terrain central donné par la mairie de Pristina, non loin de la cathédrale Mère Theresa et qui doit être la plus grande mosquée des Balkans, pour un coût d'au moins 35 millions d'euros⁴⁵.

La Diyanet est le principal instrument turc d'influence religieuse. Cet organe étatique proche d'Erdoğan opère en Turquie et dans de nombreux autres pays,

⁴⁴ Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

⁴⁵ *Ibid.*

notamment la France où il est estimé qu'elle gère entre 250 et 270 mosquées⁴⁶. Son président, Ali Erbaş, a déclaré : « Les Balkans occupent une place particulière pour nous. Nos liens historiques perdureront comme ils l'ont été dans le passé »⁴⁷. Il a d'ailleurs déjà effectué plusieurs visites au Kosovo ces dernières années.

Le président de la Diyanet s'est rendu au Kosovo en août 2022 où il a rencontré le grand Mufti du Kosovo, Naim Tërnavë. Le grand mufti, président de la Communauté islamique du Kosovo (BIK) est réputé proche d'Ankara. Erbaş a souligné la volonté de renforcer la coopération entre la BIK et la Diyanet. Cette coopération touche notamment l'éducation. Une relation hiérarchique entre les deux présidents se dessine lorsque Erbaş a adressé ses félicitations à Tërnavë pour son travail⁴⁸. En octobre 2022, la Diyanet et la BIK ont signé un protocole de coopération pour développer davantage les services existants, en s'appuyant sur le patrimoine religieux, historique et culturel commun entre les deux pays. En investissant le champ religieux de manière aussi ostentatoire et en déclarant que « le Kosovo c'est la Turquie et la Turquie c'est le Kosovo »⁴⁹, de nombreux Kosovars s'inquiètent de la stratégie du président Erdoğan qu'ils jugent néo-ottomane et contradictoire avec l'orientation résolument à l'Ouest de la politique étrangère kosovare.

A l'occasion de la réélection d'Erdoğan en mai 2023, Tërnavë lui a transmis des vœux de réussites dans lequel il présente le peuple turc comme un peuple frère et avec qui il espère renforcer les relations et la coopération. La Turquie d'Erdoğan utilise la religion comme principal vecteur d'influence au Kosovo et en Albanie, où la majorité des investissements turcs se concentrent sur la construction d'édifices religieux et la rénovation de bâtiments ottomans. Ces investissements dans le symbolisme ottoman ont pour objectif notable d'accroître les sentiments pro-turcs de la population kosovare. Ces investissements signent une volonté turque de s'inscrire au Kosovo dans le long-terme et de parier sur un retour du religieux.

⁴⁶ Site internet de la Diyanet en France. Disponible sur l'internet : [<https://ditibfrance.fr/>](https://ditibfrance.fr/)

⁴⁷ Direction des Affaires religieuses (Diyanet), « Religious Affairs heads of Balkan countries visit Diyanet », 17 octobre 2017. Disponible sur l'internet : [<https://www.diyamet.gov.tr/en-US/Content/Detail/10941/>](https://www.diyamet.gov.tr/en-US/Content/Detail/10941/)

⁴⁸ Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

⁴⁹ « Erdogan: Turqia është Kosovë, Kosova është Turqi » [Erdogan : la Turquie c'est le Kosovo, le Kosovo c'est la Turquie], *Telegrafi*, 2013. Disponible sur l'internet [<https://telegafi.com/erdogan-turqia-eshte-kosove-kosova-eshte-turqi/>](https://telegafi.com/erdogan-turqia-eshte-kosove-kosova-eshte-turqi/)

2. La minorité turque au Kosovo

Selon le recensement de 2011⁵⁰, 18 738 personnes se déclarent comme appartenant à la minorité turque au Kosovo, dont la majorité se situe dans la région de Prizren, et particulièrement dans la municipalité de Mamousha. La Constitution kosovare de 2008 accorde aux minorités un statut important, est si le serbe est langue officielle au côté de l'Albanais dans l'ensemble du pays, les autres langues minoritaires, notamment le turc, le bosnien et le gorani sont langues officielles dans les municipalités où leur population représente au moins 5%⁵¹ de la population totale de la municipalité. Le turc est ainsi langue officielle à Prizren, avec l'albanais, le serbe et le bosnien, ainsi qu'à Mamousha. Ils sont représentés au Parlement kosovar par deux députés (1,7% des députés). Néanmoins, le statut particulier du turc et de la minorité turque au Kosovo ne semble pas être le vecteur privilégié d'influence d'Ankara. En effet, le parti démocratique turc du Kosovo qui représente la minorité turque ne s'aligne pas toujours sur les politiques d'Erdogan⁵². Un exemple frappant de refus de s'aligner sur Ankara a eu lieu après la tentative de coup d'État en Turquie de 2016. La lutte contre les Gülenistes qui s'en est suivie n'a pas été poursuivie par le parti turc du Kosovo, ce qui a passablement irrité le gouvernement d'Ankara⁵³.

B. Une présence et des investissements turcs importants catalysés par une diplomatie d'influence solide

En plus de la double influence turque par la religion et sa minorité, la Turquie est très fortement présente au Kosovo économiquement avec de nombreux investissements et une coopération poussée.

⁵⁰ Agence des statistiques du Kosovo. Disponible sur l'internet : [<https://ask.rks-gov.net/>](https://ask.rks-gov.net/)

⁵¹ MLADENOVIC Slaviša, « Language Commissioner of Kosovo », *International association of language commissioners*. Disponible sur l'internet : <https://languagecommissioners.org/Language-Commissioner-of-Kosovo#:~:text=Official%20Languages%20in%20Kosovo%20are,official%20use%20in%20municipal%20level>

⁵² Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

⁵³ *Ibid.*

1. La présence économique turque

La Turquie est un des premiers partenaires économiques du Kosovo et les entreprises turques sont très présentes dans l'économie kosovare et dans la plupart des secteurs.

Depuis la signature et surtout la ratification d'un accord de libre-échange entre les deux pays en 2019, le poids économique de la Turquie au Kosovo ne cesse d'augmenter. En 2018, la Turquie a exporté 336 millions d'euros de biens vers le Kosovo⁵⁴. Ce chiffre a plus que doublé en cinq ans, puisqu'en 2023 la Turquie a exporté 887 millions d'euros vers le Kosovo⁵⁵. Cela représente près de 15% des importations du Kosovo, et c'est leur premier partenaire hors-UE et ALECE⁵⁶ (Accord de libre-échange centre-européen, avec les six pays des Balkans occidentaux et la Moldavie). Les exportations du Kosovo vers la Turquie ont également significativement augmenté, passant de 8,8 millions d'euros en 2019 à 23,5 millions d'euros en 2022⁵⁷. Il est d'autant plus marquant de voir qu'il y a une progression forte des IDE turcs au Kosovo ; de septième en 2019 avec un total d'investissements atteignant 297 millions d'euros, la Turquie est passée troisième investisseur étranger au Kosovo en 2023, avec un total d'IDE atteignant 502 millions d'euros⁵⁸.

La présence turque au Kosovo est bien visible au regard des nombreuses entreprises turques implantées au Kosovo, particulièrement sur les projets d'infrastructures. Ainsi, le consortium turco-américain ENKA-Bechtel a assuré la construction des deux autoroutes majeures kosovares, la R6 qui relie le nord de la capitale kosovare à la frontière nord-macédonienne (à une vingtaine de kilomètre de Skopje) et la R7 qui relie Pristina à la frontière albanaise via Prizren, deuxième ville du pays. Ce consortium n'est pas limité au Kosovo et travaille aussi sur d'autres projets d'envergure dans la région, particulièrement en Serbie et en Albanie.

⁵⁴ Agence de statistiques du Kosovo, « Statistikat e Tregtisë së Jashtme 2023 » [Statistiques du commerce extérieur 2023], Pristina, 2024, p.22. Disponible sur l'internet :

<<https://askapi.rks-gov.net/Custom/38e41b46-b4e7-4af8-bbe2-2ec43ac926e9.pdf>>

⁵⁵ *Ibid.* p.24

⁵⁶ Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Commerce extérieur du Kosovo en 2023 », 7 juin 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/XK/commerce-exterieur-et-investissements-directs-etrange>>

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

L'attribution de ces marchés est toutefois critiquée pour le manque de transparence et le consortium fait face à des accusations de corruption⁵⁹. La compagnie turque Limak est également présente au Kosovo, notamment dans la gestion de l'aéroport international de Pristina dont elle est en charge avec la compagnie Aéroport de Lyon jusqu'en 2030 dans le cadre d'un accord public-privé (PPP). D'une manière générale, les compagnies turques sont présentes dans la plupart des secteurs de l'économie kosovare, dont l'énergie avec Calik-Limak et Kitka, la santé avec des cliniques privées turques et le groupe Aksoy qui détient un hôpital, et l'industrie.

2. Une diplomatie d'influence par la coopération

La Turquie utilise une agence de développement dans le but de pousser sa diplomatie d'influence au Kosovo. En effet, la TIKA (Agence turque de coordination et de développement) est très active dans le pays dans plusieurs domaines. La TIKA a ainsi rénové des bâtiments scolaires, fourni du matériel et soutenu les écoles à destination des enfants handicapés. La TIKA soutient également le développement de l'agriculture, notamment dans des communautés rurales minoritaires comme les Bosniaques de Peja. L'agence turque rénove beaucoup de mosquées et de monuments du patrimoine culturel et religieux du Kosovo, surtout quand il y a un lien avec l'empire ottoman. Elle a aussi aidé le Kosovo lors de la pandémie du coronavirus en fournissant du matériel médical et des denrées alimentaires.

La Turquie cherche également à gagner en influence dans les médias kosovars et des Balkans. En effet, la TIKA et la TRT (Radio-télévision de Turquie) ont organisé en juin 2023 une semaine de formation à Ankara pour des journalistes kosovars et des Balkans intitulée « Formation avancée sur le journalisme dans les nouveaux médias ». La TIKA mène également des coopérations avec le Kosovo dans le domaine policier, avec en novembre 2022 l'organisation d'un entraînement contre les attaques-suicides. Selon l'OCDE, le Kosovo est le deuxième bénéficiaire de l'aide publique au développement (APD) turque dans les Balkans derrière la

⁵⁹ Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

Bosnie-Herzégovine jusqu'en 2021. Pour 2018, ce sont près de 12 millions d'euros qui ont été déclarés en APD nette pour le Kosovo et en 2022, 6 millions d'euros⁶⁰.

Sur le plan culturel, la Turquie est fortement présente au Kosovo à travers les instituts Yunus Emre. Ces instituts culturels turcs mettent en place la politique culturelle définie à Ankara et sont installés à Pristina, Prizren et Peja. Ceux de Prizren et Peja sont les seuls instituts culturels étrangers de la ville et bénéficient d'une fréquentation importante. Ils dispensent des cours de turc, mettent à disposition des médiathèques et organisent des activités culturelles. Le Kosovo, avec la Bosnie-Herzégovine, est le pays avec le plus d'instituts Yunus Emre dans le monde⁶¹. L'influence culturelle se double d'une influence sur l'éducation au Kosovo qui se traduit par la présence du réseau d'écoles turques MAARIF (International Maarif Schools of Kosova). En 2013, le ministère de l'Éducation turc aurait demandé que certains manuels d'histoire au Kosovo soient modifiés afin d'améliorer l'image de la Turquie dans les passages sur la domination ottomane et turque dans le pays⁶². Cette influence dans l'éducation se traduit par un nombre important d'étudiants kosovars qui partent faire leurs études en Turquie, 7000, dont 1000 boursiers de l'État turc. En comparaison, le gouvernement français offre une petite dizaine de bourses chaque année à des étudiants kosovars qui souhaitent aller étudier en France.

En matière de défense et dans le cadre de la présence militaire internationale de la KFOR, la Turquie représente le quatrième contingent le plus important avec 352 soldats sur les 4 443 encore aujourd'hui dans le pays⁶³. L'influence de la Turquie au sein de la KFOR s'est encore accrue à l'automne 2023 avec la nomination du nouveau commandant de la KFOR (COMKFOR), le Turc Özkan Ulutaş. La Turquie se présente d'ailleurs comme une puissance médiatrice entre Kosovars et Serbes, puisqu'elle entretient de bonnes relations avec les deux pays, et les Serbes semblent

⁶⁰ OCDE, « Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement 2024 », Éditions OCDE, 7 mars 2024, Paris, p. 158. Disponible sur l'internet : https://read.oecd-ilibrary.org/development/geographical-distribution-of-financial-flows-to-developing-countries-2024_fbd9569c-en-fr#page158

⁶¹ Institut Yunus Emre, « Map ». Disponible sur l'internet : <https://www.yee.org.tr/en/map>

⁶² Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

⁶³ OTAN, KFOR, « Contributing nations », janvier 2024. Disponible sur l'internet : <https://jfcnaples.nato.int/kfor/about-us/welcome-to-kfor/contributing-nations>

satisfait du commandement turc de la KFOR. La Turquie souhaite également renforcer son partenariat avec le Kosovo, et la visite à Pristina en octobre 2023 du ministre de la Défense turc, Yasar Guler, illustre cette volonté. En outre, un accord a été conclu en juillet 2023 entre les deux pays pour l'achat de drones Bayraktar⁶⁴. D'autres visites officielles turques ont eu lieu cette année, avec la venue du vice-ministre turc des Affaires étrangères et du conseiller d'Erdoğan. En outre, la présidente Osmani a réitéré son invitation au président Erdoğan pour qu'il vienne au Kosovo.

D'une manière générale, Ankara développe une stratégie fondée sur des contacts à haut niveau, une coopération militaire ciblée, une offre de formation riche, notamment pour les pilotes d'hélicoptères, des programmes d'assistance et des prêts pour l'acquisition de matériels et d'équipements militaires turcs.

C. L'affirmation de l'influence politique turque au Kosovo

Une phrase restée célèbre au Kosovo est « La Turquie, c'est le Kosovo, et le Kosovo, c'est la Turquie »⁶⁵. Cette phrase a été prononcée par le président turc Erdoğan en 2016 alors qu'il inaugurait le nouvel aéroport international de Pristina en compagnie de ses homologues kosovars et albanais Hashim Thaçi et Edi Rama. Cette phrase provocatrice et la proximité entre les trois hommes témoigne de l'influence politique turque au Kosovo et en Albanie. Un des exemples les plus frappants de cette influence, voire de cette ingérence, est sûrement l'expulsion sans délai et sans base légale de six personnalités « gülenistes » par Thaçi sur demande d'Ankara en 2018⁶⁶. Les suites de la tentative de coup d'État de 2016 en Turquie et la répression du mouvement güleniste qui a suivi se fait toujours sentir au Kosovo,

⁶⁴ BYTYCI Fatos, CAWTHORNE Andrew, « Kosovo buys Turkish Bayraktar drones », *Reuters*, 16 juillet 2023. Disponible sur l'internet :

[<https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/kosovo-buys-turkish-bayraktar-drones-2023-07-16/>](https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/kosovo-buys-turkish-bayraktar-drones-2023-07-16/)

⁶⁵ « Erdogan: Turqia është Kosovë, Kosova është Turqi » [Erdogan : la Turquie c'est le Kosovo, le Kosovo c'est la Turquie], *Telegrafi*, 2013. Disponible sur l'internet :

[<https://telegafi.com/erdogan-turqia-eshte-kosove-kosova-eshte-turqi/>](https://telegafi.com/erdogan-turqia-eshte-kosove-kosova-eshte-turqi/)

⁶⁶ NADDAFF A.J. « 'Turkey's Puppet': How Erdogan's Anti-Gülenist Campaign Is Roiling Kosovo », *Pulitzer Center*, 15 septembre 2018. Disponible sur l'internet :

[<https://pulitzercenter.org/stories/turkeys-puppet-how-erdogans-anti-gulenist-campaign-roiling-kosovo>](https://pulitzercenter.org/stories/turkeys-puppet-how-erdogans-anti-gulenist-campaign-roiling-kosovo)

même après le scandale de 2018. En août 2023, l'ambassadeur de Turquie au Kosovo a fait savoir qu'ils recherchaient toujours des gülenistes au Kosovo.

L'influence politique turque a néanmoins perdu en vitesse depuis l'inculpation de Hashim Thaçi pour crimes de guerre. Il était un des principaux relais de la Turquie au Kosovo. L'actuelle présidente Vjosa Osmani reste toutefois proche d'Ankara.

Les influences étrangères dans des pays proches politiquement et géographiquement de Paris et de Bruxelles sont toujours une source de soucis pour le ministère des Affaires étrangères, et faire des notes et des rapports sur l'état de ces influences est une constante à la fois pour l'ambassade de France du Kosovo mais pour la plupart des chancelleries politiques du réseau diplomatique français. Cela permet d'ajuster la politique extérieure française et parfois modifier concrètement la présence française sur le terrain. Le retour d'officiers français au sein de la KFOR fait partie d'une réponse à cette influence turque croissante, de même qu'une coordination accrue avec les Italiens très présents dans la KFOR avec un contingent de 1322 soldats⁶⁷, le plus gros de la mission. Si l'influence de la Turquie au Kosovo peut inquiéter Paris, il faut toutefois la relativiser, d'autant plus qu'Ankara soutient le Dialogue entre Belgrade et Pristina, et est favorable à leurs accessions à l'Union européenne. D'autres puissances étrangères tentent d'intervenir au Kosovo. La Russie se concentre elle sur la Serbie et sur les municipalités à majorité serbe du nord du Kosovo où elle soutient la Serbie. Des drapeaux russes et des signes « Z » de soutien à « l'opération militaire spéciale » en Ukraine ont été aperçus au moment de l'invasion russe de l'Ukraine.

III- Le soutien de la France au Kosovo par son ambassade

Outre la coopération internationale avec les autres acteurs présents au Kosovo et la rédaction de notes, l'ambassade de France dispose d'outils concrets qu'elle utilise dans le pays pour mettre en place la vision et la stratégie de la France.

⁶⁷ OTAN, KFOR, « Contributing nations », janvier 2024. Disponible sur l'internet : <https://jfcnaples.nato.int/kfor/about-us/welcome-to-kfor/contributing-nations>

A. Le soutien par la diplomatie féministe

Au cours de mon stage, j'ai pu participer à diverses missions et observer la mise en œuvre de la politique étrangère française, notamment culturelle. Un des piliers de la diplomatie française est la diplomatie féministe, lancée par Emmanuel Macron en 2018. La diplomatie féministe est un concept créé par le gouvernement suédois pour définir sa diplomatie et ensuite reprise par un certain nombre de pays, dont la France, le Mexique, le Costa-Rica, l'Afrique du Sud et les pays Nordiques. Dans le cadre de cette diplomatie féministe, plusieurs projets ont été lancés par l'ambassade, en coopération avec d'autres ambassades de France dans la région, particulièrement celles en Macédoine du Nord et en Albanie. Ces projets sont lancés et financés avec les Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI), renommés récemment en FEF (Fonds Équipe France) dans un sigle dont seul la France a le secret. Ces FSPI (-R s'il est rapide) correspondent à des demandes de rédaction de projets du ministère auxquelles peuvent répondre les différents postes avec une approche régionale intégrée ; ces FSPI ne peuvent être mis en place que si au moins deux pays d'une sous-région y sont associés. Ils peuvent bénéficier d'un budget atteignant maximum un million d'euros, ou cent mille euros si c'est un FSPI-R. Dans notre cas, j'ai participé à la mise en place et au suivi du FSPI-R « Réglons les tabous ». Ce projet associe des ONG et des membres de la société civile d'Albanie, du Kosovo, de Macédoine du Nord et du Monténégro, et il s'inscrit dans le domaine des droits sexuels et reproductifs. Avec l'organisation de tables-rondes, de conférences régionales, d'interventions dans les écoles et d'enregistrement de podcasts sur le sujet, les ambassades de France de la région et le ministère aident la société civile à se développer et à avancer en matière de droits des femmes. Des activités de plaidoyer et de sensibilisation ont ainsi été mises en place pour tout ce qui concerne l'hygiène, l'éducation et la justice menstruelle ainsi que la réduction de la TVA sur les produits hygiéniques. Le gouvernement de la Macédoine du Nord a ainsi réduit la TVA associée aux produits d'hygiène menstruelle grâce à ce projet.

Le deuxième FSPI-R/FEF-R auquel j'ai participé associe le Kosovo et la Macédoine du Nord et s'intitule « Le droit d'être soi-même ». Trois ONG kosovars,

une féministe et deux LGBT+, sont associées à ce projet qui a pour objectif de faire un état des lieux des narratifs anti-genre sur internet et les réseaux sociaux et de combattre cette rhétorique anti-genre qui se transcrit de plus en plus dans des actes violents ou discriminatoires à l'encontre des femmes et de la communauté LGBT+. Les techniques utilisées seront, comme pour le premier projet mentionné, la sensibilisation et les plaidoyers auprès de la population et des pouvoirs publics, ainsi qu'une cartographie virtuelle de la menace telle qu'elle existe aujourd'hui. Les projets sont en général rédigés par les Attachés de coopération, avec parfois l'aide d'un stagiaire ou d'un volontaire international, et ils sont validés par les COCAC et les ambassadeurs (qui parfois peuvent être la même personne comme au Monténégro où l'ambassade est plus petite qu'au Kosovo). Le titre des deux projets « Réglons les tabous » et « Le droit d'être soi-même » ont été choisis sur proposition de l'ambassadeur de France au Kosovo.

B. Le soutien par la diplomatie culturelle

En plus de la diplomatie féministe qui se traduit par un soutien et un engagement concret envers les femmes et la communauté LGBT+ au Kosovo et dans la région, l'ambassade de France soutient nombre d'événements culturels dans un pays qui a encore une scène culturelle peu développée. Il n'y a par exemple pas de théâtre permanent au Kosovo, pas d'opéra et assez peu de cinémas en dehors des grands centres commerciaux. Deux partenaires de longue date du SCAC sont Dokufest et Anibar, deux acteurs culturels proéminents du Kosovo. Le Dokufest est un festival de cinéma qui se tient dans la ville de Prizren, deuxième ville du pays, et associe projection de films et concerts en plein air dans ce qui est l'événement culturel le plus important de l'année pour la ville. La ville de Peja reçoit chaque année une autre organisation culturelle importante, le festival de films d'animations Anibar. L'ambassade de France soutient ces organisations financièrement et logistiquement en promouvant leurs tenues auprès des acteurs locaux et internationaux.

C. La coopération institutionnelle et technique

D'autre part, le poste met en œuvre les politiques de coopération définies avec Paris, notamment institutionnelles et techniques.

L'ambassade de France au Kosovo et le ministère français des Affaires Étrangères soutiennent les institutions kosovares qui sont encore récentes et pas toujours très fonctionnelles. La diplomatie française dispose de deux outils pour aider les Kosovars et leurs institutions. Le premier outil, direct, est le SCAC et qui met en œuvre des programmes définis par le COCAC, l'ambassadeur et Paris. Le second outil sont les experts techniques internationaux, envoyés par Paris et Business France sur demande du gouvernement kosovar. Il y a au Kosovo un expert technique français qui travaille auprès du Bureau du Premier ministre en tant que conseiller aux affaires européennes. Une nouvelle demande a été faite par les autorités kosovares afin de recevoir l'assistance d'un autre expert technique français auprès du ministère de l'Économie sur des questions d'énergie. L'ambassade, généralement à travers le SCAC, œuvre pour la coopération institutionnelle et judiciaire avec le Kosovo. Ainsi, lors d'une conférence internationale pour la réforme de l'administration publique organisée à Pristina, trois professeurs français y ont participé et sont intervenus. De plus, l'ambassade a organisé et soutenu un stage de deux auditrices de justice de l'École nationale de la magistrature (ENM) qui ont travaillé auprès du nouvellement créé tribunal de commerce. A l'issue de ce stage de trois semaines, elles ont rédigé un rapport sur l'état d'avancement et d'efficacité du premier tribunal de commerce du Kosovo, rapport globalement positif et encourageant⁶⁸. L'ambassade est particulièrement engagée sur cette question du tribunal de commerce et du droit à la propriété intellectuelle. Elle a par exemple mené un important projet de reconnaissance de la première indication géographique (IG) au Kosovo en coopération, entre autres, avec le ministère de la Justice. À la suite de ce projet, la première IG kosovare, le fromage de Sharr, a été créée et reconnue dans le pays. Ces actions ne sont pas sans résultats puisque le chapitre sept des négociations entre l'UE et les pays candidats qui porte sur la propriété intellectuelle, est un des chapitres dans lequel le Kosovo est le plus prêt et a fait le plus de progrès d'après le

⁶⁸ Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

dernier rapport de l'Union européenne sur le Kosovo⁶⁹. Ce soutien à la justice kosovare est aussi réalisé grâce à la magistrate de liaison qui est toutefois basée à l'ambassade de France en Serbie bien qu'elle couvre toute la région des Balkans occidentaux. En ce qui concerne le ministère de l'Intérieur, deux agents de l'ambassade au service du ministère français de l'Intérieur veillent à la coopération et au suivi des dossiers bilatéraux entre la France et le Kosovo en matière de crime organisé, de trafics illicites, d'immigration et de risques terroristes.

D. La coopération universitaire et éducative

Enfin, la France mène une politique d'influence par la coopération universitaire et éducative à divers niveaux.

En effet, le gouvernement français attribue un certain nombre de bourses (une petite dizaine) à des étudiants kosovars chaque année qui souhaitent étudier en France. Ces bourses sont parfois attribuées en cofinancement avec les ministères kosovars de l'Éducation et de la Culture, auquel cas, des priorités sont fixées quant aux types d'études visées. Cela concerne notamment les études dans le domaine de l'information et des nouvelles technologies, domaine dans lequel le Kosovo essaie de se démarquer grâce à une population jeune et dynamique. Des partenariats pour des échanges Erasmus ont en plus été signés entre l'Université de Pristina, l'Université Côte d'Azur et l'Université de Caen Normandie. La coopération universitaire passe aussi par la promotion de l'étude du français et des études en France auprès des écoles et universités kosovares. L'ambassade et l'ex-Alliance française s'en occupaient, et c'est maintenant une des tâches les plus cruciales du nouvel Institut français du Kosovo. D'une manière générale, l'étude du français et les études en France sont encouragées, mais le retour au Kosovo à la fin des cursus universitaires est tout également promu afin d'accompagner le développement du pays. Cette politique est suivie par la plupart des autres ambassades présentes au Kosovo, notamment la Turquie. Les bourses peuvent être conditionnées au retour

⁶⁹ Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement, Commission européenne, « Kosovo Report 2023 », 8 novembre 2023. Disponible sur l'internet : https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/kosovo-report-2023_en

des étudiants au Kosovo afin d'aider et de participer au développement du pays et non à la fuite des cerveaux.

Un exemple d'une coopération fructueuse est la coopération entre l'Université de Pristina, l'École normale supérieure (ENS) et l'Université Lyon Lumière dans le domaine de l'archéologie. Depuis 2006 déjà, des archéologues et des professeurs français travaillent avec des archéologues et des étudiants en archéologie de l'université de Pristina autour de fouilles sur le site antique d'Ulpiana dans la banlieue de Pristina où une basilique romaine et des restes d'une cité antique importante ont été retrouvés. Cette coopération a permis l'envoi d'étudiants kosovars en archéologie à l'ENS et la formation d'une filière archéologique forte et dynamique à l'université de Pristina et au Kosovo.

Pour conclure cette partie sur le rôle de l'ambassade de France au Kosovo dans la perspective d'une intégration du Kosovo à l'Union européenne, la France y joue toujours un rôle important en coordination avec le Bureau de l'Union européenne, la KFOR et les principales ambassades occidentales présentes. Elle soutient à la fois la société civile kosovare afin d'aider le pays à progresser en matière de normes sociales, de droits des femmes et de respects des minorités, ethniques et sexuelles notamment. La France soutient aussi par l'intermédiaire de son ambassade les institutions et le gouvernement, particulièrement le système judiciaire et universitaire. Seule, la France n'aurait pas un très gros impact, mais c'est la coordination et la répartition des tâches entre bailleurs de fonds et acteurs internationaux qui aident le Kosovo à se développer et qui permettent au pays de se rapprocher des normes de l'UE et donc d'une future intégration.

TROISIÈME PARTIE : LE KOSOVO, SEUL PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX NON-CANDIDAT

Les fonds, la coordination, la coopération et l'expertise mis à disposition du Kosovo et des organisations internationales visent donc tous à garantir l'accession à terme du pays à l'UE. Néanmoins, malgré cette implication internationale forte, le Kosovo est encore loin d'intégrer l'UE. C'est même le seul pays des Balkans occidentaux qui n'est pas encore candidat. Le Kosovo n'a toutefois déposé officiellement sa candidature qu'en décembre 2022. Plusieurs raisons entravent la voie européenne du Kosovo, des raisons internes et externes.

I- Les relations entre Kosovo et Serbie : la question du Dialogue

Le plus gros frein au développement du Kosovo et à son accession à l'UE est son statut politique, et la relation tendue que le pays entretient avec la Serbie qui ne reconnaît pas son indépendance et revendique sa souveraineté sur le territoire du « Kosovo et Métochie ».

A. Contexte politique

La principale raison politique qui entrave la perspective européenne du Kosovo est sa situation sur la scène internationale. La Serbie ne reconnaît pas l'indépendance du pays qu'elle considère comme partie intégrante de son territoire et le Kosovo n'est pas reconnu par l'ONU ni même par cinq pays de l'Union Européenne. La Russie, par solidarité avec la Serbie et pour contrer l'OTAN et l'UE ne reconnaît pas le Kosovo et la Chine non plus. Au sein de l'Union Européenne, ce sont Chypre, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie et la Slovaquie qui ne reconnaissent pas l'indépendance du Kosovo. Si la non-reconnaissance par l'ONU n'entrave pas directement l'accession du Kosovo au sein de l'UE, le fait que cinq États membres ne le reconnaissent pas altère très directement et concrètement les chances du pays d'intégrer l'Union. La question de la reconnaissance du Kosovo à l'international fait partie des trois priorités du gouvernement kosovar en termes de politique

international, au côté de l'intégration européenne et du règlement du conflit avec la Serbie. En effet, il est probable que tant que la Serbie ne reconnaîtra pas, même de facto, l'indépendance du Kosovo, les cinq Européens ne reconnaîtront pas non plus le pays.

B. Vers une normalisation des relations sous l'égide de l'Union Européenne

L'Union européenne œuvre depuis 1999 pour la paix et la sécurité au Kosovo et soutient une normalisation des relations entre Pristina et Belgrade depuis la déclaration d'indépendance unilatérale de 2008. Cette recherche vers la normalisation des relations est appelée le Dialogue entre Belgrade et Pristina, formule qui n'engage pas la reconnaissance formelle du Kosovo par l'UE. L'objectif de ce Dialogue est d'arriver à un accord de normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo dans le but de pouvoir assurer la paix et la stabilité et ensuite intégrer l'UE. Ce qui, toutefois, n'est pas clair et pas explicité par l'UE, est de savoir si l'intégration du Kosovo et de la Serbie dans l'UE est conditionnée au Dialogue, et il n'y a pas de réponse claire à ce sujet.

Le Dialogue est ainsi lancé officiellement en 2011, facilité par l'UE, avec la Haute Représentante de l'UE pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité, Catherine Ashton, entre 2012 et 2014 puis Federica Mogherini entre 2014 et 2019 qui y jouent un rôle clé⁷⁰. Actuellement, Josep Borrell est personnellement impliqué pour faire avancer le Dialogue, et l'UE a nommé en 2020 un Représentant Spécial de l'UE pour le Dialogue Belgrade-Pristina, Miroslav Lajčák. Le Dialogue a permis la signature d'importants accords et une vraie amélioration des relations entre le Kosovo et la Serbie depuis 2011. L'accord de Bruxelles en 2013 est la première étape significative et la Serbie s'est engagée à ne pas bloquer les efforts du Kosovo à adhérer aux organisations internationales. En retour, le Kosovo s'est engagé à créer une Association des municipalités à majorité serbe au Kosovo afin de garantir l'autonomie et le respect des droits de la communauté serbe au Kosovo.

⁷⁰ Le Service Diplomatique de l'Union européenne, Communications stratégiques, « Belgrade-Pristina Dialogue », 16 mars 2022. Disponible sur l'internet : https://www.eeas.europa.eu/eeas/belgrade-pristina-dialogue_en

Depuis 2011, le Dialogue Belgrade-Pristina est un continuel feuilleton avec accords et tensions, rebondissements et retournements, avec certes, des avancées significatives, mais deux parties qui se replient de plus en plus sur leurs positions et mettent l'Union en porte-à-faux. Entre 2018 et 2020 les discussions et négociations entre Belgrade et Pristina ont cessé alors qu'un climat de tensions fortes s'était établie. Ça n'est qu'en 2020 que les discussions ont repris avec Josep Borrell et le représentant spécial Miroslav Lajčák, sous l'impulsion du Président Macron et de la Chancelière Merkel⁷¹. Cette reprise a culminé en mars 2023 avec l'accord d'Ohrid. Cet accord engage la Serbie à ne pas s'opposer à l'intégration du Kosovo dans les différentes organisations internationales, à reconnaître les symboles nationaux kosovars, leurs passeports, les diplômes et les plaques d'immatriculation kosovars. En retour, le Kosovo doit assurer l'autonomie des communautés serbes au Kosovo. Cet accord est similaire à l'accord de Bruxelles de 2013, mais les engagements pris vont plus loin et le nom des deux pays sont utilisés au lieu des habituels « Belgrade et Pristina ». Les deux parties s'engagent également à échanger des missions permanentes dans les deux capitales. D'autres engagements constituent donc cet accord d'Ohrid, et une annexe de l'accord spécifie que si les parties ne respectent pas leurs engagements, cela « pourrait avoir une conséquence négative directe sur leurs processus d'adhésion respectifs à l'UE et l'aide financière qu'ils reçoivent de l'UE »⁷². Sans être énoncé clairement, le Dialogue s'apparente donc à une condition pour l'intégration des deux pays. Cet accord d'Ohrid, néanmoins, n'a pas été signé, ni par le président serbe Alexandre Vučić, ni par le Premier ministre kosovar Albin Kurti. Les deux se sont seulement engagés verbalement à le mettre en place, et l'on voit rapidement les limites de cette engagement oral avec des tensions qui sont montées très fortement et très rapidement seulement quelques semaines après cet accord à l'occasion des élections municipales au Kosovo.

⁷¹ BORRELL Josep, « Le dialogue entre Belgrade et Pristina reprend », *Site internet du Service Diplomatique de l'Union européenne*, 17 juillet 2020. Disponible sur l'internet :

<https://www.eeas.europa.eu/eeas/le-dialogue-entre-belgrade-et-pristina-reprend_fr>

⁷² EEAS Press Team, « Belgrade-Pristina Dialogue: Implementation Annex to the Agreement on the Path to Normalisation of Relations between Kosovo and Serbia », *Site internet du Service Diplomatique de l'Union européenne*, Ohrid, 18 mars 2023. Disponible sur l'internet :

<https://www.eeas.europa.eu/eeas/belgrade-pristina-dialogue-implementation-annex-agreement-path-normalisation-relations-between_en>

C. Un regain de tension depuis quelques mois

Malgré l'accord d'Ohrid de mars 2023, les tensions entre le Kosovo et la Serbie sont revenues à leur plus haut niveau depuis mai 2023. En effet, depuis un an plusieurs évènements ont fait monter les tensions.

1. *Les élections municipales et les émeutes dans le nord du Kosovo – avril-mai 2023*

La situation sécuritaire au nord du Kosovo était déjà tendue à la veille des élections municipales prévues le 23 avril 2023. En effet, à la suite de tensions depuis l'été et l'automne 2022 et des affrontements entre la police kosovare et des Serbes du Kosovo, la majorité des fonctionnaires serbes du Kosovo ont démissionné de leur poste dans la police, dans les tribunaux et dans les équipes municipales. Dans ce contexte, le principal parti serbe du Kosovo, Srpska Lista, avait donc ainsi déclaré vouloir boycotter ces élections municipales si une Association des municipalités à majorité serbe n'était pas mise en place comme indiqué dans les Accords de Bruxelles et d'Ohrid. Avec le boycott de la Liste serbe et de la population kosovare-serbe au scrutin, des maires albanophones ont été élus dans les quatre municipalités à majorité serbe du nord du Kosovo avec une participation aux alentours de 3,5%⁷³. Lors de l'intronisation des maires albanophones en mai, de violents affrontements ont éclaté opposant Serbes du Kosovo et membres de la KFOR et d'EULEX. La KFOR et EULEX ont fait état d'une trentaine de blessés dans leurs rangs⁷⁴ et d'une cinquantaine pour les Kosovars-Serbes. Ce très fort regain de tension a été assez clairement attribué à Pristina et aux autorités kosovares auxquelles on a reproché de vouloir tenir le scrutin à tout prix et d'ensuite vouloir

⁷³ VLLAHIU Emirjeta, « Preliminary Results: Vetëvendosje and PDK Candidates Win Snap Local Elections in the North », *Prishtina Insight*, 23 avril 2023. Disponible sur l'internet : <https://prishtinainsight.com/preliminary-results-vetevendosje-and-pdk-candidates-win-snap-elections-in-northern-municipalities/>

⁷⁴ OTAN, Bureau des Affaires publiques de la KFOR, « KFOR update on unprovoked attacks in Zvečan », Pristina, 30 mai 2023. Disponible sur l'internet : <https://jfcnaples.nato.int/kfor/media-center/archive/news/2023/kfor-update-on-unprovoked-attacks-in-zvecan>

installer les maires, élus légalement mais sans aucune légitimité dans des municipalités majoritairement serbophones⁷⁵⁷⁶.

Le Kosovo, par ses actions unilatérales dans les municipalités du Nord s'est quelque peu mis à dos ses alliés européens et américain, irrités par les actions du gouvernement de Pristina et de la montée des tensions après l'intronisation des maires albanophones sans aucune légitimité. Plus qu'une simple irritation, l'Union européenne a décidé de l'adoption de « mesures » à l'encontre du Kosovo⁷⁷, en d'autres termes de sanctions. Ces mesures adoptées par la Commission européenne en mai 2023 suspendent les fonds IAP III prévus pour le Kosovo, suspendent les groupes de travail autour de l'accord de stabilisation et d'association (ASA) et arrêtent les visites de haut niveau et bilatérales entre officiels de l'UE et officiels du gouvernement kosovar. Toutefois, ces mesures critiquées par Pristina, sont aussi assez largement critiquées par nombre d'États membres qui les jugent injustes au vu du peu de sanctions qui sont prises contre la Serbie qui ne respecte pas non plus ses obligations, particulièrement lorsqu'il s'agit de ne pas s'opposer à l'entrée du Kosovo dans diverses organisations internationales. D'aucuns jugent aussi que le Kosovo a rempli ses obligations et que les mesures doivent être levées à présent comme l'UE l'avait promis.

2. L'attaque de Banjska – 24 septembre 2023

Le deuxième évènement majeur qui a encore plus fragilisé les relations entre le Kosovo et la Serbie et la paix et la stabilité dans les Balkans fût l'attaque de Banjska le 24 septembre 2023. Un groupe d'une trentaine d'hommes lourdement armés et venant de Serbie a tenu une embuscade contre la police kosovare qui a fait un mort et plusieurs blessés dans le village de Banjska, dans la municipalité de Zvečan au nord du Kosovo. A la suite de l'embuscade, les hommes armés se sont réfugiés dans

⁷⁵ Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, « Affrontements au Nord-Kosovo (29 mai 2023) », Paris, 29 mai 2023. Disponible sur l'internet : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/kosovo/evenements/article/affrontements-au-nord-kosovo-29-05-23>

⁷⁶ DETTMER Jamie, « Kosovo attack: Who benefits? », *Politico*, 2 octobre 2023. Disponible sur l'internet : <https://www.politico.eu/article/attack-kosovo-banjska-serbia-aleksandar-vucic-albin-kurti/>

⁷⁷ BAMI Xhorxhina, « EU Announces Measures Against Kosovo Over Unrest in North », *BalkanInsight*, 14 juin 2023, Pristina. Disponible sur l'internet : <https://balkaninsight.com/2023/06/14/eu-announces-measures-against-kosovo-over-unrest-in-north/>

le monastère de Banjska qui a ensuite été assiégé par les forces spéciales du Kosovo. Les combats ont fait au moins quatre morts chez les assaillants serbes. Milan Radoičić, proche de Vučić et alors vice-président de Srpska Lista a été identifié comme un des commandants⁷⁸ de l'attaque qualifiée de terroriste par l'UE⁷⁹ et les États-Unis. Le gouvernement kosovar a très rapidement accusé la Serbie et Vučić d'être derrière cette attaque⁸⁰, ce que Vučić a catégoriquement nié. Le Kosovo a également apporté des preuves d'une implication de la Russie dans cette attaque⁸¹. Des armes lourdes et du matériel de guerre en nombre ont été saisi sur place. La quantité très importante du matériel saisi a été interprétée par le Kosovo et l'Union européenne comme un signe que cette attaque, si elle avait réussi, avait un objectif bien plus large et menaçant qu'une embuscade de la police⁸². Après ce grave incident, la Serbie a massé pendant plusieurs semaines ses troupes à la frontière avec le Kosovo, laissant craindre une nouvelle montée des tensions. L'UE et le Quint ont condamné cette attaque avec la plus grande fermeté tout en saluant la retenue dont a fait preuve la police et le gouvernement kosovar. La responsabilité de l'attaque a été revendiquée par Milan Radoičić, mais Kurti et Pristina sont persuadés qu'elle a été organisée et préparée depuis la Serbie par Vučić ou un de ses proches. Les tensions sont ainsi montées fortement et plusieurs pays dont le Royaume-Uni ont annoncé l'envoi de troupes de renfort à la KFOR⁸³. Après Banjska et les

⁷⁸ « Radoičiq merr përgjegjësinë për sulmet në Banjskë » [Radoičić revendique la responsabilité de l'attaque à Banjska], *Radio Evropa e Lirë*, 29 septembre 2023. Disponible sur l'internet : <https://www.evropaelire.org/a/avokati-i-millan-radoicijit-petronijeviq/32615690.html>

⁷⁹ EEAS Press Team, « Kosovo: High Representative Borrell speaks to Prime Minister Kurti and President Vučić following the attack against Kosovo Police », *Site internet du Service Diplomatique de l'Union européenne*, 24 septembre 2023. Disponible sur l'internet : https://www.eeas.europa.eu/eeas/kosovo-high-representative-borrell-speaks-prime-minister-kurti-and-president-vu%C4%8Di%C4%87-following-attack_en

⁸⁰ « Standoff in northern Kosovo ends following a day of deadly clashes », *France 24*, 24 septembre 2023. Disponible sur l'internet : <https://www.france24.com/en/live-news/20230924-fighting-ongoing-after-police-officer-killed-in-attack-in-north-kosovo>

⁸¹ RFE/RL's Balkan Service, « U.S. Urges Serbia To Pull Back Large Military Deployment Along Border With Kosovo », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 30 septembre 2023. Disponible sur l'internet : <https://www.rferl.org/a/vucic-kosovo-serbia-monastery-attack/32615778.html>

⁸² DETTMER Jamie, « Kosovo attack: Who benefits? », *Politico*, 2 octobre 2023. Disponible sur l'internet : <https://www.politico.eu/article/attack-kosovo-banjska-serbia-aleksandar-vucic-albin-kurti/>

⁸³ BAMI Xhorxhina, DRAGOJLO Sasa, « UK to Deploy Additional Troops in Kosovo After North Clashes », *BalkanInsight*, 2 octobre 2023, Belgrade/Pristina. Disponible sur l'internet : <https://balkaninsight.com/2023/10/02/uk-to-deploy-additional-troops-in-kosovo-after-north-clashes/>

habituelles accusations mutuelles entre Pristina et Belgrade, le Dialogue et la perspective d'une normalisation des relations se sont encore plus éloignées.

3. L'interdiction du dinar serbe

Une troisième crise à l'hiver 2024 a encore enfoncé un clou dans le cercueil du Dialogue : l'interdiction d'utilisation du dinar serbe au Kosovo. Cette décision unilatérale prise par la Banque centrale du Kosovo a largement ravivé les tensions avec la Serbie et les Serbes du Kosovo, et pas seulement ceux vivant dans les quatre municipalités du Nord. En effet, une grande partie des salaires et des retraites des fonctionnaires, salariés et retraités serbes du Kosovo sont toujours versés en dinars serbes par la Serbie. De même, les hôpitaux et les écoles dans le nord du Kosovo sont financés par la Serbie qui les alimentent en dinars serbes. De fait, l'interdiction soudaine d'utilisation de la devise serbe au Kosovo a pris de court bon nombre de ces instances parallèles et des habitants qui percevaient des revenus majoritairement en dinar serbe. Si la Banque centrale a le droit de mettre en place une telle mesure de souveraineté sur le territoire kosovar, la soudaineté et la vitesse avec laquelle cela a été mis en place a été très largement critiquée par la Serbie, le Quint et l'Union européenne.

4. Un Dialogue en échec relatif

D'autres incidents arrivent régulièrement, des policiers kosovars arrêtés en Serbie, un patriarche bloqué à la frontière et interdit d'entrée au Kosovo et des passes d'armes entre politiciens serbes et kosovars.

Il n'est donc pas surprenant de dire que pour l'instant, le Dialogue est un échec. Aucune des deux parties n'a mis en place ni respecté tous les engagements qu'elles ont pris à Bruxelles et Ohrid. Belgrade s'oppose systématiquement à toute entrée du Kosovo dans des organisations internationales et dépense un gros pan de sa politique extérieure à ce sujet, militant systématiquement pour que le Kosovo n'intègre aucune structure internationale et pour qu'aucun autre pays ne reconnaisse son indépendance. En parallèle la Serbie continue d'opérer des structures parallèles dans les municipalités à majorité serbe, et soutien Srpska Lista en cadenassant toute opposition alors que les liens entre le parti et la criminalité organisée sont avérés⁸⁴.

⁸⁴ Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

Du côté kosovar, c'est le refus ou la non-application de l'Association des municipalités à majorité serbe qui est critiquée, chacun se rejetant la responsabilité sur l'autre. Par ailleurs, la rhétorique parfois très critique du gouvernement kosovar à l'égard de l'Union européenne et de la Commission européenne irrite Bruxelles et n'aide pas à l'assouplissement des mesures prises contre le Kosovo.

Il y a quand même eu des progrès ces derniers mois, avec la reconnaissance des plaques d'immatriculations kosovares en Serbie et vice-versa (les symboles nationaux devaient auparavant être recouvert d'un sticker blanc à l'entrée sur le territoire du voisin). Un accord historique a également été trouvé pour mettre fin à des années de factures d'électricité et d'eau impayées dans le nord, et des terres légitimes d'un monastère serbe lui ont été restituées.

Ainsi, la situation politique du Kosovo comme État non-reconnu par l'ONU et par cinq membres de l'Union européenne reste assez précaire. Malgré l'implication de l'UE dans un dialogue pour la normalisation des relations entre Serbie et Kosovo, les tensions sont toujours très fortes entre les deux capitales. Le régime politique hybride en place en Serbie ne facilite pas l'amélioration de la situation. Néanmoins, le gouvernement Kurti joue sur des sentiments nationalistes et souverainiste lorsqu'il est question du statut international du Kosovo, ce qui agace les partenaires occidentaux du pays.

II- Un gouvernement souverainiste qui joue sur le nationalisme pan-albanais

Le gouvernement Kurti, au pouvoir depuis 2021, a été élu en partie sur un programme nationaliste et souverainiste, partisan d'une ligne dure face à la Serbie. Les revendications et les relations entretenues avec les autres pays de la région, en particulier ceux avec une population albanaise, sont parfois tendues et ralentissent également le processus d'accession du Kosovo à l'UE. Une notion nationaliste que Kurti a pu soutenir par le passé, même s'il est moins vocal à ce sujet à présent, est l'idée d'une Grande Albanie qui se définit en miroir de la Grande Serbie. Avant de

devenir l'actuel Premier Ministre du Kosovo, Albin Kurti s'est fait connaître notamment par son opposition au plan Ahtisaari (qui interdit l'unification entre le Kosovo et l'Albanie) et sa rhétorique nationaliste et unioniste.

A. La Grande Albanie : contexte et définition

La Grande Albanie est une notion nationaliste albanaise qui a pour objectif de regrouper toutes les aires de peuplement albanais dans une seule entité politique. La version la plus large revendique tous les territoires des quatre anciens vilayets (provinces) albanaises de l'Empire ottoman. Historiquement, cela inclurait non seulement l'Albanie contemporaine, mais aussi le Kosovo et les régions voisines peuplées d'Albanais comme le sud de la Serbie avec la vallée de Preševo et les communes de Bujanovac et Medveđa, une partie de la Macédoine, notamment les communes du nord et de l'ouest du pays (Tetovo, Kumanovo), et une partie du Monténégro (dans quatre municipalités au sud et à l'est du pays).

Cette notion de Grande Albanie remonte au XIXe siècle et à l'expression d'un désir de souveraineté et d'unité nationale des Albanais face aux Ottomans. L'idée d'une Grande Albanie est devenue un objectif politique pour de nombreux Albanais, particulièrement après la Première Guerre Mondiale et l'effondrement des Empires centraux. La création de l'Albanie comme Etat indépendant mais comprenant à peine cinquante pourcents de la population albanophone de la région a contribué à renforcer le sentiment nationaliste et l'idée d'une Grande Albanie. Bien que cette idée ait trouvé un soutien chez certains Albanais, elle est également source de préoccupation pour les Etats voisins qui craignent des troubles ethniques. Cette notion de Grande Albanie apparaît également comme un antagoniste du projet serbe de Grande Serbie.

En tenant compte de recensements datant parfois de plus de 10 ans et du report irrégulier des données dans la région, la population albanaise de la région se répartirait comme suit :

Pays	Population albanaise	Pourcentage de la population de chaque pays
------	----------------------	---

Albanie ^{85,86}	2 700 000	98%
Kosovo ⁸⁷	1 600 000	92%
Macédoine du Nord ⁸⁸	620 000	30%
Monténégro ⁸⁹	30 000	5%
Serbie ⁹⁰	60 000	0,9%

Le tableau ci-dessus n'a pas vocation à donner des chiffres précis mais à donner un ordre de grandeur pour aider à saisir les enjeux liés à la question d'une Grande Albanie.

L'unité nationale entre l'Albanie et le Kosovo, les deux grands centres de peuplement albanais n'a été réalisée qu'à une période de l'histoire, au cours de la Seconde Guerre Mondiale sous l'occupation fasciste italienne et allemande. Il est intéressant de noter que cette occupation a été vue d'une manière très différente entre l'Albanie et le Kosovo. Pour les Albanais, cela a été vécue comme une occupation car ils possédaient auparavant un Etat indépendant. Au contraire, les Kosovars ont vu cette occupation comme une libération nationale du joug yougoslave.

Un non-papier slovène dévoilé en 2021 soutenait l'idée d'une unification du Kosovo et de l'Albanie, avec quelques territoires macédoniens majoritairement peuplés d'Albanais en plus. Il soutenait des échanges de territoires, le nord du Kosovo serait rattaché à la Serbie, et la vallée de Preševo intégrerait l'Etat albanais. Si ce non-papier a été fermement nié par les autorités slovènes, il montre que l'idée d'une Grande Albanie (et d'une Grande Serbie) qui essaie de suivre les contours

⁸⁵ CIA, « Albania », *The World Factbook*, 11 juin 2024. Disponible sur l'internet : <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/albania/#people-and-society>

⁸⁶ Institut des statistiques, « Population on 1st January 2022 », 15 avril 2022. Disponible sur l'internet : https://www.instat.gov.al/media/9829/population-on-1-january-2022_final-15-04-2022.pdf

⁸⁷ Agence des statistiques du Kosovo. Disponible sur l'internet : <https://ask.rks-gov.net/>

⁸⁸ « Census reports nearly a third of Macedonian population are Albanian », *Euractiv*, 31 mars 2022. Disponible sur l'internet : https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/census-reports-nearly-a-third-of-macedonian-population-are-albanian/

⁸⁹ CIA, « Montenegro », *The World Factbook*, 9 juin 2024. Disponible sur l'internet : <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/montenegro/#people-and-society>

⁹⁰ Office statistique de la République de Serbie, « Final results – Ethnicity », 28 avril 2024. Disponible sur l'internet : <https://popis2022.stat.gov.rs/en-US/5-vestisaopstenja/news-events/20230428-konacnirezpopisa>

ethniques est toujours bien présente, pas seulement dans les cercles nationalistes albanais. Ce non-papier a été très mal perçu en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine du Nord qui perdraient une partie importante de leurs territoires.

B. Le Kosovo et l'Albanie : deux centres d'attraction en concurrence

Tirana et Pristina sont parfois en concurrence pour être le centre de référence et d'attraction de tous les Albanais de la région, particulièrement en Macédoine du Nord et dans la vallée de Preševo.

1. *La vision différente de la Grande Albanie : politiciens et société*

La vision kosovare et albanaise d'une Grande Albanie diffère assez largement, ne serait-ce du fait de la différence non négligeable entre les sociétés qui, à l'exception de la Seconde Guerre Mondiale, n'ont jamais été dans une même entité politique indépendante. Comme rappelé précédemment, une rhétorique courante de Kurti était son soutien à l'unification du Kosovo avec l'Albanie. En 2021, Albin Kurti a prononcé lors d'une conférence « Même dans le programme de LVV (son parti politique, ndla), l'unité nationale, qui est plus qu'une union avec l'Albanie, est considérée comme une intention historique que nous ne choisissons pas, mais qui est la nôtre »⁹¹. Le Premier ministre d'Albanie Edi Rama utilise beaucoup moins la rhétorique nationaliste et unioniste que Kurti, bien qu'il ait déjà souligné qu'il était favorable à une unification à long terme.

L'attitude vis-à-vis d'une possible unification diffère entre les sociétés albanaises et kosovares. D'après une étude de 2019⁹², 63% des Albanais et 54% des Kosovars souhaitent arriver à l'unification des deux pays. Cette même étude montre qu'un pourcentage faible, 23% des Albanais et 17% des Kosovars, pense que l'unification est faisable. Il apparaît également qu'une vaste majorité (85% des Albanais et 66% des Kosovars) préféreraient intégrer l'UE plutôt que poursuivre l'unification des deux pays s'ils devaient choisir entre les deux.

⁹¹ Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

⁹² DEMI Agron, ÇEKA Blendi. « KOSOVO-ALBANIA. Interaction, knowledge, values, beliefs, cooperation and unification », KFOS, OSFA. Pristina, Tirana. 2019

Le sentiment pan-albanais est fort en Albanie mais il n'a pas la même transcription politique et économique qu'au Kosovo. C'est une vision centrée sur les populations albanaises avec une volonté de renforcer les liens avec les Albanais des autres pays, mais sans réel nationalisme et velléités de changer les frontières existantes.

Kurti de son côté a tenté de peser sur les élections albanaises. En effet, son premier déplacement officiel en Albanie a été pour aller voter aux élections législatives albanaises à Tirana. Il est allé soutenir les candidats de la branche de son parti VV en Albanie dans un geste sans précédent. Il a appelé les citoyens albanais à voter pour le changement, sans toutefois grand succès.

2. La vallée de Preševo et la Macédoine du Nord : terrains de concurrence entre Pristina et Tirana

La vallée de Preševo et les trois communes majoritairement peuplées d'Albanais sont parmi les régions les plus sous-développées de Serbie, caractérisées par des taux de pauvreté élevés et un chômage galopant. Dans ce contexte, la communauté albanaise est confrontée à des problèmes de sous-représentation, de non-intégration et de discrimination en raison d'une absence notable de volonté politique à Belgrade. Dans la lutte d'influence qui oppose Pristina à Tirana dans la vallée de Preševo, Edi Rama s'est parfois entendu avec Belgrade et Vučić pour soutenir des candidats albanais qui s'opposaient aux candidats soutenus par Pristina et Kurti. Néanmoins, depuis l'attaque de Banjska en septembre 2023, cette espèce d'alliance entre Rama et Vučić a totalement cessé d'exister.

Cette rivalité se matérialise aussi par un soutien financier des autorités kosovares et albanaises aux Albanais de Serbie. La municipalité de Tirana a investi dans plusieurs projets dans la vallée de Preševo et le Kosovo soutient financièrement les ONG albanaises en Serbie⁹³. Le Kosovo, par sa proximité géographique, demeure l'alternative la plus attractive pour les Albanais de Preševo, et les échanges entre les deux côtés de la frontière sont importants.

Le Kosovo essaie aussi de se positionner comme un centre d'attraction pour les Albanais de Macédoine du Nord, en opposition avec l'Albanie. D'autant plus que les

⁹³ Document interne de l'ambassade de France

populations albanaises de Macédoine du Nord sont culturellement et linguistiquement plus proches de Pristina que de Tirana.

C. Les implications et les répercussions politico-économiques du pan-albanisme dans la région

1. *La forte présence de Kurti et de son parti en Macédoine du Nord*

La Macédoine du Nord est le pays où les implications d'une Grande Albanie et des projets pan-albanais sont les plus forts. Le pays compte une minorité importante d'Albanais (environ 620 000, soit 30%), principalement répartis au nord, à l'ouest et à Skopje. L'accession de Talat Xhaferi, un Nord-Macédonien albanophone, à la tête du gouvernement macédonien ad intérim en janvier 2024 illustre bien l'importance croissante de la minorité albanophone, qui a par ailleurs un taux de fécondité plus élevé que le reste de la population. Cette population albanaise est courtisée à la fois par l'Albanie et par le Kosovo, en particulier par Albin Kurti. Son rôle est croissant sur la scène nationale macédonienne. Kurti y défend sa formation politique VV et son programme anti-corruption et souverainiste. Ce dernier s'est d'ailleurs déplacé à plusieurs reprises dans le pays pour y rencontrer les populations albanaises, notamment à Tetovo et Çair (à Skopje) en 2023. Ces visites ont été accueillies par la population albanaise avec des drapeaux albanais et de la Grande Albanie, et l'absence des symboles officiels de la Macédoine du Nord, ce qui a d'ailleurs valu des poursuites au maire de Tetovo. Le ministre de l'Intérieur a publié un communiqué à ce sujet, « certains événements n'étaient pas conformes à la loi de la Macédoine du Nord sur l'utilisation des armoiries, du drapeau et de l'hymne. Il s'agissait notamment de l'absence de l'hymne et du drapeau nationaux, ce qui constituait une violation de l'article 30 de la loi susmentionnée. »⁹⁴.

La lutte d'influence et la volonté de Kurti de resserrer les liens entre le Kosovo et les populations albanaises de Macédoine du Nord se traduit également par le projet, déjà bien avancé, de construction d'une autoroute qui relierait Prizren à Tetovo. Des financements ont déjà été avancés, et ce projet participe au rapprochement de la Macédoine avec le Kosovo, au détriment de l'Albanie.

⁹⁴ Document interne de l'ambassade de France au Kosovo

2. *La Serbie et son projet de Grande Serbie face à son antagoniste de Grande Albanie*

Une manifestation de la tentative de Kurti de renforcer son influence chez les Albanais de Serbie est l'exemple de l'autoroute de la paix. Soutenue politiquement et financièrement par l'UE, cette autoroute doit relier Pristina à la frontière serbe en passant par Podujevo et Merdare, et côté serbe doit relier Niš (sur la route de Belgrade) à la frontière kosovare⁹⁵. Cependant, Kurti a annoncé qu'il voulait changer l'itinéraire de cette autoroute et qu'il ne voulait pas construire vers Merdare, arguant que les Serbes ne construisaient rien de l'autre côté. Le nouveau tracé voulu par Kurti ferait passer l'autoroute vers Gjilan. Ça n'est pas sans intérêt puisqu'il s'agit en fait de l'itinéraire qui relie Pristina et le Kosovo avec la vallée de Preševo, auparavant laissée de côté par le projet d'autoroute de la paix.

Ainsi, la politique souverainiste et nationaliste de Kurti s'oppose au projet de Grande Serbie, et crée des tensions supplémentaires dans des pays multiethniques où la cohabitation pacifique n'est jamais complètement assurée.

Cette troisième partie s'est donc attachée à analyser et décrire les crises politiques et les tensions qui mettent en danger la stabilité du Kosovo et des Balkans occidentaux en général, et donc leurs perspectives d'adhésion à l'Union européenne. Ce sont là des raisons du retard qu'a pris cette perspective d'adhésion pour le Kosovo et pour la Serbie. Les raisons du retard du Kosovo dans son chemin vers l'UE sont multiples, et relèvent également de considérations économiques et de politiques intérieure. Malgré tout, cette situation incertaine avec la Serbie, dans la région et sur la scène internationale reste le principal frein à l'intégration au sein du groupe des vingt-sept. Le faible nombre des investisseurs français et étrangers s'explique très clairement par cette instabilité politique chronique en plus d'un système juridique encore imparfait.

⁹⁵ Cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux, « Kosovo », *Economic and Investment Plan for the Western Balkans*, 2023. Disponible sur l'internet : <https://www.wbif.eu/beneficiaries/kosovo>

CONCLUSION

Avec la guerre en Ukraine, l'attention de l'Union européenne et des pays de l'espace euro-atlantique est largement concentrée sur Kiev et sur la défense du pays face à l'invasion russe. Un montant considérable d'aide a été octroyé à l'Ukraine, et la politique d'élargissement de l'UE fait de l'Ukraine, et par extension de la Moldavie, une priorité. Néanmoins, cette attention accrue envers l'Ukraine ne s'est pas réalisée au détriment des Balkans occidentaux. Au contraire, cela a également renforcé la présence de l'UE dans la région. Si certains avaient craint un désintérêt de l'Union pour la région, c'est tout le contraire qui est en train de se passer. Bruxelles et les chancelleries européennes ont pris conscience plus que jamais de la fragilité politique et de l'instabilité chronique de la région, dont les conséquences du déchirement violent des années 1990 se font toujours sentir. Les nouvelles mesures de soutien, politiques, économiques et financières, ont pour objectif de pérenniser la paix et la stabilité dans les Balkans en relançant le processus d'élargissement à destination des six pays de la région. Le Kosovo est bien sûr un des points clés de cet élargissement par son statut particulier d'Etat reconnu seulement partiellement à l'échelle de la région et de l'Europe. La question du Dialogue en particulier, qui a pour objectif la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie, est une des problématiques les plus importantes pour les Balkans occidentaux. La France soutient la politique européenne d'élargissement, l'indépendance du Kosovo et sa perspective européenne, mais elle représente également une voix parfois plus critique envers le gouvernement kosovar. Le président Macron s'est rendu à plusieurs reprises en Serbie et essaie de maintenir de bonnes relations avec

Aleksandar Vučić et la Serbie, ce qui lui vaut des critiques au Kosovo. La France a toutefois assez largement renforcé sa présence au Kosovo et dans les Balkans occidentaux depuis la nouvelle stratégie pour la région annoncée par Emmanuel Macron en 2019. Cela se traduit au Kosovo, en à peine un an, par l'arrivée du groupe AFD, un réengagement dans la KFOR et l'ouverture d'un Institut français dans la capitale kosovare. Ce réengagement est une preuve du réinvestissement français et d'une prise de conscience de l'importance et du potentiel de cette région d'un point de vue économique, mais aussi et surtout, de l'urgence qui commence à poindre d'intégrer le Kosovo et les autres pays de la région à l'Union européenne. En effet, les tentatives de déstabilisation de la région par des puissances étrangères, notamment la Russie à travers les partis ultra-nationalistes serbes en Serbie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, se renforcent et s'enhardissent. De fait, la stabilité de la région semble plus précaire qu'elle ne l'a été au cours de ces dix ou quinze dernières années. Cela se conjugue avec un sentiment de lassitude au sein des populations qui commencent à ne plus croire en la promesse qui leur a été faite de pouvoir un jour intégrer l'Union européenne.

L'Union européenne et la France investissent beaucoup de ressources dans le développement du Kosovo et de la région, notamment grâce à divers mécanismes de fonds, et un nouveau paquet de six milliards d'euros a tout juste été annoncé pour les Balkans occidentaux, divisé en quatre milliards d'euros de prêts à faible intérêt, et deux milliards de dons. Malgré cette aide constante depuis le début des années 2000, aucun des six pays n'est encore complètement prêt à intégrer l'UE, et des disparités importantes, souvent héritées de l'époque yougoslaves, persistent entre les six pays, surtout d'un point de vue économique. Le Kosovo est le seul pays des six à ne pas encore être officiellement candidat ; il faut toutefois relativiser ceci en rappelant que le pays n'a officiellement candidaté à l'UE qu'en décembre 2022, soit bien plus tard que les autres. D'après les rapports de l'UE sur les pays candidats, le Kosovo se place parmi les pays les moins préparés, bien que la Bosnie-Herzégovine soit encore plus en retard.

Les raisons politiques sont la première explication de la situation du Kosovo. Ne pas être reconnu par cinq pays de l'UE, deux pays de la région et trois autres pays candidats est un sérieux frein à la progression du Kosovo vers l'Europe. C'est en fait

surtout la relation avec la Serbie qui est au cœur des enjeux et des problèmes auxquels fait face le Kosovo. Malgré des progrès depuis 2011 grâce au Dialogue et à la médiation de l'Union européenne, la situation est de nouveau très tendue entre Belgrade et Pristina. Les deux parties font preuve de beaucoup de mauvaise foi, et le gouvernement de Kurti, souverainiste et assez nationaliste, a pris des décisions qui ont exacerbé les tensions et qui ont été d'ailleurs condamnées par les Occidentaux. D'un autre côté, la rhétorique guerrière menaçante de Vučić, l'attaque à Banjska et le musèlement de l'opposition en Serbie et dans les parties serbes du Kosovo par le gouvernement du SNS (le parti de Vučić) contribuent largement à la détérioration de la situation. Cette instabilité politique décourage les investisseurs potentiels, notamment français, qui pourraient contribuer au développement de l'économie kosovare qui dépend pour l'instant énormément des rémittances de sa nombreuse diaspora et d'une économie de service faible.

Ainsi, le Kosovo est largement soutenu par la France, l'Union européenne et les États-Unis, ainsi que la Turquie. Tous œuvrent au développement du pays avec comme objectif principal la normalisation des relations avec la Serbie et l'intégration du Kosovo à l'UE. La perspective européenne est aussi une des grandes priorités du gouvernement kosovar, et des progrès importants ont été faits et continuent d'être faits, notamment dans la bonne gouvernance. La corruption a été réduite, l'administration publique continue d'être réformée et le système judiciaire s'améliore, tout cela étant salué par l'Union européenne lors des rapports annuels qui paraissent sur le Kosovo. Pourtant, les relations toujours très compliquées avec la Serbie fragilisent les progrès du pays, au niveau politique et économique.

Les élections européennes de juin 2024 ont vu une montée de l'extrême-droite, particulièrement en France et en Allemagne. Traditionnellement, l'extrême-droite est un soutien de la Serbie et elle est opposée à l'indépendance du Kosovo. Si l'extrême-droite européenne et française continue son ascension, et si Donald Trump est réélu aux élections présidentielles américaines de novembre 2024, le futur du Kosovo pourrait se trouver encore plus incertain, alors qu'une fenêtre d'opportunité pourrait s'ouvrir pour Vučić et le gouvernement serbe.

BIBLIOGRAPHIE

Article universitaire

MEXHUANIA Burim, « The prospects and challenges of Kosovo's accession to the EU in light of the EU's policies and priorities », *Frontiers Political Science*, vol.5, 23 août 2023, European University of Tirana, Albanie. Disponible sur l'internet :

<https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpos.2023.1197359/full#:~:text=The%20EU's%20involvement%20in%20Kosovo,democracy%2C%20and%20encouraging%20economic%20growth>

Articles de presse

BAMI Xhorxhina, DRAGOJLO Sasa, « UK to Deploy Additional Troops in Kosovo After North Clashes », *BalkanInsight*, 2 octobre 2023, Belgrade/Pristina. Disponible sur l'internet :

<https://balkaninsight.com/2023/10/02/uk-to-deploy-additional-troops-in-kosovo-after-north-clashes/>

BAMI Xhorxhina, « EU Announces Measures Against Kosovo Over Unrest in North », *BalkanInsight*, 14 juin 2023, Pristina. Disponible sur l'internet :

<https://balkaninsight.com/2023/06/14/eu-announces-measures-against-kosovo-over-unrest-in-north/>

BYTYCI Fatos, CAWTHORNE Andrew, « Kosovo buys Turkish Bayraktar drones », *Reuters*, 16 juillet 2023. Disponible sur l'internet :

<https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/kosovo-buys-turkish-bayraktar-drones-2023-07-16/>

« Census reports nearly a third of Macedonian population are Albanian », *Euractiv*, 31 mars 2022. Disponible sur l'internet :
<https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/census-reports-nearly-a-third-of-macedonian-population-are-albanian/>

DETTMER Jamie, « Kosovo attack: Who benefits? », *Politico*, 2 octobre 2023. Disponible sur l'internet :
<<https://www.politico.eu/article/attack-kosovo-banjska-serbia-aleksandar-vucic-albin-kurti/>>

« Erdogan: Turqia është Kosovë, Kosova është Turqi » [Erdogan : la Turquie c'est le Kosovo, le Kosovo c'est la Turquie], *Telegrafi*, 2013. Disponible sur l'internet
<<https://telegrafi.com/erdogan-turqia-eshte-kosove-kosova-eshte-turqi/>>

NADDAFF A.J. « 'Turkey's Puppet': How Erdogan's Anti-Gülenist Campaign Is Roiling Kosovo », *Pulitzer Center*, 15 septembre 2018. Disponible sur l'internet :
<<https://pulitzercenter.org/stories/turkeys-puppet-how-erdogans-anti-gulenist-campaign-roiling-kosovo>>

« Radoiçiq merr përgjegjësinë për sulmet në Banjskë » [Radoičić revendique la responsabilité de l'attaque à Banjska], *Radio Evropa e Lirë*, 29 septembre 2023. Disponible sur l'internet :
<<https://www.evropaelire.org/a/avokati-i-millan-radoiciqit-petronijeвиq/32615690.html>>

RFE/RL's Balkan Service, « U.S. Urges Serbia To Pull Back Large Military Deployment Along Border With Kosovo », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 30 septembre 2023. Disponible sur l'internet :
<<https://www.rferl.org/a/vucic-kosovo-serbia-monastery-attack/32615778.html>>

« Standoff in northern Kosovo ends following a day of deadly clashes », *France 24*, 24 septembre 2023. Disponible sur l'internet :
<<https://www.france24.com/en/live-news/20230924-fighting-ongoing-after-police-officer-killed-in-attack-in-north-kosovo>>

VLLAHIU Emirjeta, « Preliminary Results: Vetëvendosje and PDK Candidates Win Snap Local Elections in the North », *Prishtina Insight*, 23 avril 2023. Disponible sur l'internet :
<<https://prishtinainsight.com/preliminary-results-vetevendosje-and-pdk-candidates-win-snap-elections-in-northern-municipalities/>>

Rapports

Banque centrale de la République du Kosovo, « Raporti Vjetor 2022 » [Rapport annuel 2022], Pristina, juin 2023. Disponible sur l'internet :
<https://bqk-kos.org/wp-content/uploads/2023/08/BQK_RV_BQK_2022.pdf>

CIGOLOTTI Olivier, CONWAY-MOURET Hélène, FOURNIER Bernard, GRÉAUME Michelle, « Réinvestir les Balkans occidentaux : un impératif stratégique », Rapport d'information n° 882 (2022-2023) du Sénat, 12 juillet 2023. Disponible sur l'internet : <https://www.senat.fr/rap/r22-882/r22-882.html>

Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement, Commission européenne, « Kosovo report 2023 », 8 novembre 2023. Disponible sur l'internet : https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/kosovo-report-2023_en

European Stability Initiative, « Scoreboard - The true state of accession - What the Commission assessments reveal », 17 mars 2023, Disponible sur l'internet : <https://www.esiweb.org/publications/scoreboard-true-state-accession-what-commission-assessments-reveal>

OCDE, « Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement 2024 », Éditions OCDE, 7 mars 2024, Paris, p. 158. Disponible sur l'internet : https://read.oecd-ilibrary.org/development/geographical-distribution-of-financial-flows-to-developing-countries-2024_fbd9569c-en-fr#page158

Monographies

DEMI Agron, ÇEKA Blendi. « KOSOVO-ALBANIA. Interaction, knowledge, values, beliefs, cooperation and unification », KFOS, OSFA. Pristina/Tirana. 2019

European Stability Initiative, « Invented pogroms : Statistics, lies and confusion in Kosovo », 19 février 2024. Disponible sur l'internet : https://www.esiweb.org/sites/default/files/reports/pdf/ESI_Invented%20pogroms%20-%20Statistics%20and%20the%20vanishing%20of%20Serbs%20-%202019%20Feb%202024.pdf

MARCIACQ Florent, LE QUINIOU Romain (dir.), « L'engagement de la France dans les Balkans occidentaux. Pour un renforcement de la coopération stratégique, politique, économique et sociétale », *Études de l'Ifri*, Ifri, février 2022, p.29. Disponible sur l'internet : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/marciacq_lequinou_france_balkans_occidentaux_2022.pdf

Sites internet

Ambassade de France au Kosovo

Ambassade de France au Kosovo, « Quint and EU Statement on the Government of Kosovo's May 13 Decision Not to Allow Entry of Serbian Orthodox Church Patriarch and Accompanying Clergy », 14 mai 2024. Disponible sur l'internet : <https://kosovo.ambafrance.org/Quint-and-EU-Statement-on-the-Government-of-Kosovo-s-May-13-Decision-Not-to>

Ambassade de France au Kosovo, « Quint, EU and OSCE statement on the decision taken by the Government of Kosovo on 30 May regarding expropriation of over 100 parcels of land in Serb-majority municipalities », 6 juin 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://kosovo.ambafrance.org/Quint-EU-and-OSCE-statement-on-the-decision-taken-by-the-Government-of-Kosovo>>

Institutions kosovares

Agence des statistiques du Kosovo. Disponible sur l'internet :

<<https://ask.rks-gov.net/>>

Agence de statistiques du Kosovo, « Statistikat e Tregtisë së Jashtme 2023 » [Statistiques du commerce extérieur 2023], Pristina, 2024, p.22. Disponible sur l'internet :

<<https://askapi.rks-gov.net/Custom/38e41b46-b4e7-4af8-bbe2-2ec43ac926e9.pdf>>

Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique

Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Commerce extérieur du Kosovo en 2023 », 7 juin 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/XK/commerce-exterieur-et-investissements-directs-etranagers>>

Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Relations bilatérales France-Albanie 2023 », 6 juin 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/AL/les-relations-bilaterales-france-albanie>>

Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Relations bilatérales France-Kosovo 2023 », 7 juin 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/XK/les-relations-bilaterales-france-kosovo>>

Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Relations économiques entre la France et la Bosnie-Herzégovine en 2023 », 6 juin 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/BA/relations-economiques-entre-la-france-et-la-bosnie-herzegovine-en-2021>>

Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Relations économiques entre la France et la Macédoine du Nord en 2022 », 10 juillet 2023. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MK/les-relations-bilaterales-france-macedoine>>

Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Relations économiques entre la France et la Serbie en 2023 », 29 mai 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/RS/les-echanges-commerciaux-entre-la-france-et-la-serbie>>

Ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, « Les relations économiques et commerciales entre la France et le Monténégro », 10 juin 2022. Disponible sur l'internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ME/les-echanges-commerciaux-entre-la-france-et-le-montenegro>>

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

AFD, « Le groupe AFD et les Balkans occidentaux », août 2023. Disponible sur l'internet :

<<https://www.afd.fr/fr/ressources/groupe-afd-et-balkans-occidentaux>>

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, « Affrontements au Nord-Kosovo (29 mai 2023) », Paris, 29 mai 2023. Disponible sur l'internet :

<<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/kosovo/evenements/article/affrontements-au-nord-kosovo-29-05-23>>

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, « Diplomatie féministe », mars 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/>>

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, « Le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères en bref », janvier 2024. Disponible sur l'internet :

<https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fr_meae-en-bref-2024_cle02c7f8.pdf>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Les missions du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères », février 2024. Disponible sur l'internet :

<<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/missions-organisation/>>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Stratégie française pour les Balkans occidentaux », octobre 2023. Disponible sur l'internet :

<<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/europe/balkans-occidentaux/strategie-francaise-pour-les-balkans-occidentaux/#:~:text=La%20Strat%C3%A9gie%20interminist%C3%A9rielle%20pour%20les,dans%20la%20perspective%20de%20leur>>

Union européenne

BORRELL Josep, « Le dialogue entre Belgrade et Pristina reprend », *Site internet du Service Diplomatique de l'Union européenne*, 17 juillet 2020. Disponible sur l'internet :

<https://www.eeas.europa.eu/eeas/le-dialogue-entre-belgrade-et-pristina-reprend_fr>

Bureau de l'UE au Kosovo et Représentant Spécial de l'UE au Kosovo, « L'Union européenne et le Kosovo », 20 octobre 2021. Disponible sur l'internet :

<https://www.eeas.europa.eu/kosovo/eu-and-kosovo_en?s=321>

Cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux, « Kosovo », *Economic and Investment Plan for the Western Balkans*, 2023. Disponible sur l'internet :

<<https://www.wbif.eu/beneficiaries/kosovo>>

Commission européenne, « Bosnia and Herzegovina on its European path », décembre 2023. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/c9f70a09-5a77-42b6-88fb-e82d798f0c9e_en>

Commission européenne, Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement, « La Commission se félicite de l'accord politique sur la facilité pour la réforme et la croissance en faveur des Balkans occidentaux, dotée de 6 milliards d'euros », 4 avril 2024. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/news/commission-welcomes-political-agreement-eu6-billion-reform-and-growth-facility-western-balkans-2024-04-04_en>

Commission européenne, « EU – Western Balkans relations », décembre 2023. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/97e732cc-69ce-44a2-80fb-36fcd4fce41f_en?filename=EU-WB-relations-november-2023.pdf>

Commission européenne, « Home Affairs Programme of the EU (HAPE) in Kosovo », mai 2023. Disponible sur l'internet :

<<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/system/files/2023-05/HAPE-factsheet.pdf>>

Commission européenne, « Key findings of the 2023 Report on Kosovo », 8 novembre 2023, Bruxelles. Disponible sur l'internet:

<https://europa.eu/newsroom/ecpc-failover/pdf/qanda-23-5614_en.pdf>

Commission européenne, « Kosovo on its European path », décembre 2023. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/466234d5-0f60-4148-a04a-31736df75b34_en>

Commission européenne, « L'UE et le Kosovo », novembre 2023. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/1fec0e03-a7b6-4225-b357-d3549fbc63ac_en?filename=EU-KS%20FS.pdf>

Commission européenne, « North Macedonia on its European path », décembre 2023. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/031b4b4e-1039-4510-a498-91a629c3d44f_en>

Commission européenne, « Nouveau plan de croissance pour les Balkans occidentaux », 2024. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/75354ed6-6f5a-426e-9f29-f1c77ce8ce18_en?filename=NewGrowthPlan-WB-April%202024.pdf>

Commission européenne, « The EU and Albania », novembre 2023. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/c503abfc-4ba6-47b4-aea7-fa0a4814cc1d_en?filename=EU-AL%20FS.pdf>

Commission européenne, « The EU and Montenegro », novembre 2023. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/008d77ff-3a76-46cf-a536-15682d0f1646_en?filename=EU-MNE%20FS.pdf>

Commission européenne, « The EU and Serbia », novembre 2023. Disponible sur l'internet :

<https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/0ac03c15-ae82-4932-ab7a-608c82c95257_en?filename=EU-SRB%20FS.pdf>

Commission européenne, « The European Union and Moldova », 6 juillet 2023, Bruxelles. Disponible sur l'internet :

<https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/FS_22_1667>

EEAS Press Team, « Belgrade-Pristina Dialogue: Implementation Annex to the Agreement on the Path to Normalisation of Relations between Kosovo and Serbia », *Site internet du Service Diplomatique de l'Union européenne*, Ohrid, 18 mars 2023. Disponible sur l'internet :

<https://www.eeas.europa.eu/eeas/belgrade-pristina-dialogue-implementation-annex-agreement-path-normalisation-relations-between_en>

EEAS Press Team, « Kosovo: High Representative Borrell speaks to Prime Minister Kurti and President Vučić following the attack against Kosovo Police », *Site internet du Service Diplomatique de l'Union européenne*, 24 septembre 2023. Disponible sur l'internet :

<https://www.eeas.europa.eu/eeas/kosovo-high-representative-borrell-speaks-prime-minister-kurti-and-president-vu%C4%8Di%C4%87-following-attack_en>

EULEX, Brochure sur la mission EULEX, juin 2023. Disponible sur l'internet :
<https://www.eulex-kosovo.eu/eul/repository/docs/193078-Brochure_26.07.2023_En.pdf>

Le Service Diplomatique de l'Union européenne, « A propos de l'ambassadeur », 7 décembre 2021. Disponible sur l'internet :
<https://www.eeas.europa.eu/kosovo/about-ambassador_en?s=321>

Le Service Diplomatique de l'Union européenne, Communications stratégiques, « Belgrade-Pristina Dialogue », 16 mars 2022. Disponible sur l'internet :
<https://www.eeas.europa.eu/eeas/belgrade-pristina-dialogue_en>

Le Service Diplomatique de l'Union européenne, « L'Union européenne et le Kosovo », 20 octobre 2021. Disponible sur l'internet :
<https://www.eeas.europa.eu/kosovo/eu-and-kosovo_en?s=321>

Autre

CIA, « Albania », *The World Factbook*, 11 juin 2024. Disponible sur l'internet :
<<https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/albania/#people-and-society>>

CIA, « Montenegro », *The World Factbook*, 9 juin 2024. Disponible sur l'internet :
<<https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/montenegro/#people-and-society>>

Direction des Affaires religieuses (Diyanet), « Religious Affairs heads of Balkan countries visit Diyanet », 17 octobre 2017. Disponible sur l'internet :
<<https://www.diyanet.gov.tr/en-US/Content/Detail/10941/>>

Freedom House, « Kosovo », 2024. Disponible sur l'internet :
<<https://freedomhouse.org/country/kosovo/freedom-world/2024>>

Freedom House, « Serbie », 2024. Disponible sur l'internet :
<<https://freedomhouse.org/country/serbia/freedom-world/2024>>

Institut des statistiques, « Population on 1st January 2022 », 15 avril 2022. Disponible sur l'internet :
<https://www.instat.gov.al/media/9829/population-on-1-january-2022_final-15-04-2022.pdf>

Institut Yunus Emre, « Map ». Disponible sur l'internet :
<<https://www.yee.org.tr/en/map>>

« Kosovo », *Larousse*. Disponible sur l'internet :
<<https://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Kosovo/127910#:~:text=Le%20%C2%AB%20berceau%20de%20la%20nation,De%20C4%8Dani%20de%20Gra%C4%8Danica%20%E2%80%A6>>

MLADENOVIC Slaviša, « Language Commissioner of Kosovo », *International association of language commissioners*. Disponible sur l'internet :
<<https://languagecommissioners.org/Language-Commissioner-of-Kosovo#:~:text=Official%20Languages%20in%20Kosovo%20are.official%20use%20in%20municipal%20level>>

Office statistique de la République de Serbie, « Final results – Ethnicity », 28 avril 2024. Disponible sur l'internet :
<<https://popis2022.stat.gov.rs/en-US/5-vestisaopstenja/news-events/20230428-kona-cnirezpopisa>>

OTAN, Bureau des Affaires publiques de la KFOR, « KFOR update on unprovoked attacks in Zvečan », Pristina, 30 mai 2023. Disponible sur l'internet :
<<https://jfcnaples.nato.int/kfor/media-center/archive/news/2023/kfor-update-on-unprovoked-attacks-in-zvecan>>

OTAN, KFOR, « Contributing nations », janvier 2024. Disponible sur l'internet :
<<https://jfcnaples.nato.int/kfor/about-us/welcome-to-kfor/contributing-nations>>

Site internet de la Diyanet en France. Disponible sur l'internet :
<<https://ditibfrance.fr/>>

Transparency International, « Our work in Kosovo », Disponible sur l'internet :
<<https://www.transparency.org/en/countries/kosovo>>

Sources vidéo

Armend MIFTARI-MENDI, « Thank You USA », 2014. Disponible sur l'internet :
<<https://www.youtube.com/watch?v=M2rTafbQegg>>

ANNEXES

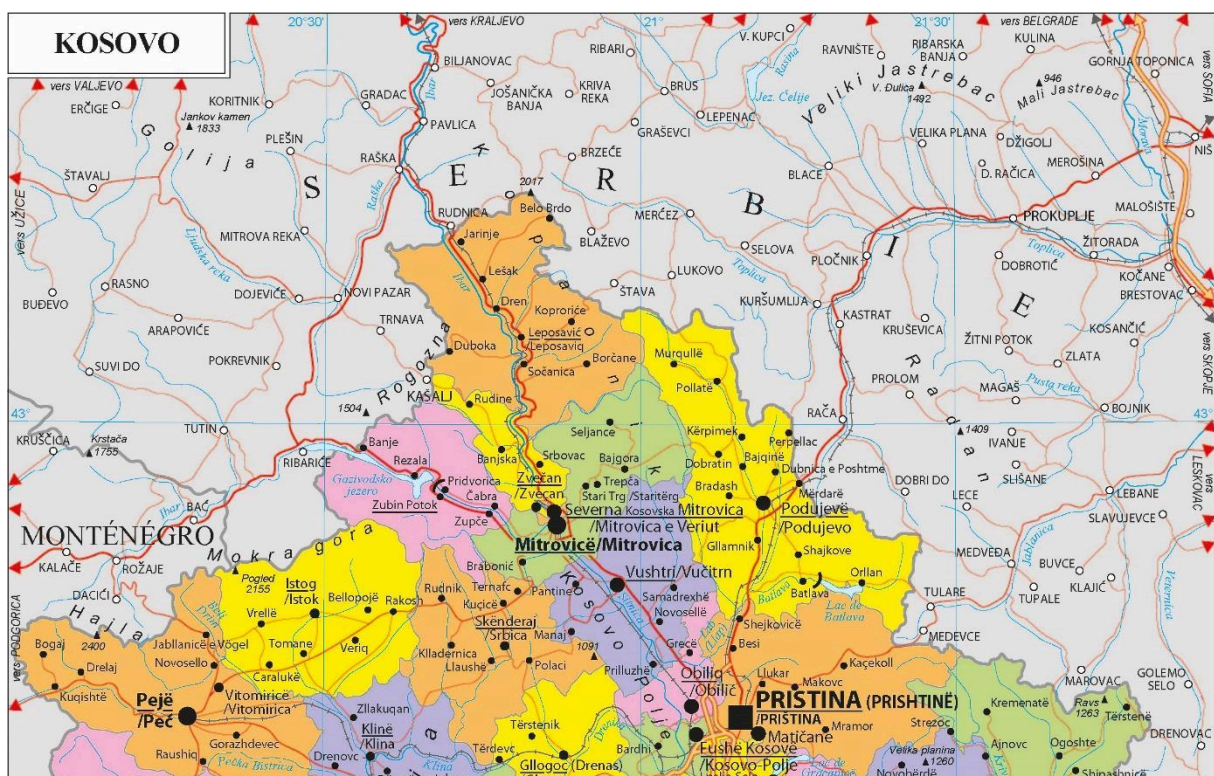


Tableau 4 Score des 10 pays candidats à l'UE selon les rapports 2023 de la Commission européenne

Bonne préparation pour intégrer l'UE :	99
Monténégro	70
Serbie	68
Macédoine du Nord	67
Turquie	63
Albanie	58
Ukraine	42
Géorgie	36
Kosovo	31
Moldavie	31
Bosnie-Herzégovine	22

Table des matières

REMERCIEMENTS	2
DECLARATION DE TRAVAIL PERSONNEL	2
INTRODUCTION	3
PREMIÈRE PARTIE : LA VISION FRANÇAISE ET EUROPÉENNE POUR LES BALKANS OCCIDENTAUX ET LE KOSOVO	9
I- La vision et la stratégie européenne	9
A. L'Union européenne et les Balkans occidentaux : stratégies et relations	9
B. Les relations entre l'Union européenne et le Kosovo	11
C. La présence européenne et internationale au Kosovo	14
II- La stratégie française pour le Kosovo et ses moyens	17
A. La diplomatie française théorisée au Kosovo	18
B. Une présence française renforcée au Kosovo	20
C. Une influence française qui reste assez limitée	27
DEUXIÈME PARTIE : LE RÔLE DE LA FRANCE ET DE SON AMBASSADE DANS LE PROCESSUS D'ADHÉSION	31
I- La coordination politique internationale	31
II- Une mission de veille : l'exemple d'une note sur l'influence de la Turquie	33
A. Une double influence entre religion musulmane et présence d'une minorité turque	33
B. Une présence et des investissements turcs importants catalysés par une diplomatie d'influence solide	36
C. L'affirmation de l'influence politique turque au Kosovo	39
III- Le soutien de la France au Kosovo par son ambassade	41
A. Le soutien par la diplomatie féministe	41
B. Le soutien par la diplomatie culturelle	42
C. La coopération institutionnelle et technique	43
D. La coopération universitaire et éducative	44
TROISIÈME PARTIE : LE KOSOVO, SEUL PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX NON-CANDIDAT	46
I- Les relations entre Kosovo et Serbie : la question du Dialogue	46
A. Contexte politique	46
B. Vers une normalisation des relations sous l'égide de l'Union Européenne	47
C. Un regain de tension depuis quelques mois	49
II- Un gouvernement souverainiste qui joue sur le nationalisme pan-albanais	53
A. La Grande Albanie : contexte et définition	53

B. Le Kosovo et l'Albanie : deux centres d'attraction en concurrence	55
C. Les implications et les répercussions politico-économiques du pan-albanisme dans la région	57
CONCLUSION	60
BIBLIOGRAPHIE	63
ANNEXES	72

Résumé

Mots clés : Kosovo, Serbie, Dialogue, intégration européenne, Balkans occidentaux, diplomatie française, coopération internationale

Ce mémoire de stage s'appuie sur un stage de six mois réalisé à l'ambassade de France au Kosovo auprès d'une brillante équipe entre Chancellerie politique et Service de coopération et d'action culturelle. Il s'intéresse à la perspective européenne du Kosovo, grand objectif du pays et des Kosovars dans un contexte de regain des tensions en Europe et dans les Balkans occidentaux. L'Union européenne, à qui les populations des six pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie) reprochent un désintérêt, semble avoir (re)pris conscience de l'importance de la région pour la stabilité de l'Europe. Ce mémoire s'appuie donc sur des observations et des réflexions menées sur le terrain au cours de ce stage, sur des sources internes de l'ambassade et sur des recherches pour comprendre où en est le Kosovo dans son chemin vers l'Union européenne, et quel rôle est joué par la France au Kosovo.